

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM 7, DIM 8, LUN 9 AVRIL 1979 - N° 891

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

En quinze jours, sous les yeux de tous, les libertés démocratiques les plus élémentaires viennent d'en prendre un sale coup.

Pour s'attaquer à un des droits les plus essentiels, celui de manifester, le gouvernement Giscard-Barre vient de monter une gigantesque machination. Depuis le 23 mars, les faits se déroulent avec une logique si implacable qu'on en vient à penser qu'ils n'ont pu qu'être prémédités, et dans un but précis. Car, il y a un fil directeur dans tout ce qui s'est passé depuis quinze jours.

On veut faire en sorte que vandalisme ou pillage apparaissent comme le lot commun des manifestations.

On veut faire en sorte que la simple présence à une manifestation engage le risque d'être frappé, arrêté, condamné, emprisonné.

On veut démontrer que la résistance résolue des sidérurgistes à la vraie violence — celle des licenciements — n'est que violence gratuite.

On veut, en fin de compte, s'attaquer à un droit démocratique pour lequel la classe ouvrière a payé le prix fort, le droit de manifestation.

Depuis le 23 mars, la machination suit son cours. Ce jour-là, les affrontements sont délibérément suscités, par le biais de provocations policières incessantes.

Le lendemain, la presse aux ordres est lâchée : elle exige, à grands cris, que cessent ces manifestations qui viennent troubler l'ordre de la bourgeoisie. Satisfaction est d'autant plus facilement donnée à cette indignation qu'elle a été suscitée. Parmi les manifestants ou les badauds interpellés au hasard, on inculpe au hasard.

Qu'importent les témoignages irréfutables, qu'importent les preuves les plus tangibles, les condamnations pleuvent. Le port d'un casque vaut 6 mois de prison. Celui d'un foulard, pour se protéger des gaz lacrymogènes, 6 mois aussi. Être porteur d'une hampe de banderole, cela vaut trois mois. Et les condamnations ne sont pas jugées assez lourdes, le parquet fait appel à minima. Il en veut plus ! On ressort la loi anti casseur, mise en place pour ces cas-là justement. Il y a aujourd'hui des jeunes de 17 ans ou 20 ans qui sont dans une cellule à Fresnes ou à Fleury-Merogis, parce qu'ils sont coupables de s'être trouvés aux abords d'une manifestation !

De tels faits appellent et la vigilance, et la riposte.

• **VIGILANCE**, parce que les atteintes au droit de manifestation viennent montrer qu'aucun droit démocratique, si élémentaire soit-il, n'est définitivement acquis. Que la vigilance s'estompe, et la bourgeoisie tente de reprendre des droits qu'elle n'a concédés que sous la pression des luttes. De la liberté de la presse aux libertés syndicales, les exemples ne manquent pas de telles remises en cause, par la bourgeoisie, des droits acquis.

• **RIPOSTE**, parce que l'attaque giscardienne a une cible précise. Elle vient justement au moment où la classe ouvrière, à Denain comme à Longwy, a pris le chemin de la résistance résolue et efficace à la violence patronale, comme à celle de l'État bourgeois. Les manifestations avec défilé de majorettes, la bourgeoisie les tolère. Mais Longwy, Denain ! Voilà ce qui lui fait peur, voilà ce à quoi elle tente de s'opposer.

Voilà aussi le chemin que nous devons prendre pour riposter à ces intolérables atteintes aux droits démocratiques.

Nicolas DUVALLOIS

LA MACHINATION DU POUVOIR

Les provocations policières à la manifestation du 23 mars... Les hauts cris de la presse aux ordres... Giscard contre le droit de manifester... Les scandaleuses condamnations «en flagrant délit»...



Solomon Mahlangu pendu à l'aube

ASSASSINAT RACISTE EN AFRIQUE DU SUD



Il avait 23 ans. Il a été pendu vendredi à l'aube. Son crime ? Il était de race noire. C'est tout. En juin 1977, juste un an après les manifestations de Soweto (notre photo), où près de 200 Noirs étaient morts sous le feu et les coups de la police du régime raciste, Solomon Mahlangu était là avec tous ses frères noirs. Ils refusaient de subir le racisme, la torture, les lynchages, la prison, la vie dans la misère des ghettos. Après une nouvelle fusillade contre les manifestants, il était là. Au côté d'un de ses camarades, Mandy Motloung. Celui-ci tire et tue deux blancs, avant d'être grièvement blessé à la tête (il est actuellement dans un hôpital psychiatrique et jugé inapte à comparaître devant un tribunal).

Le jeune révolté de Soweto a été pendu. Un assassinat, un des innombrables assassinats du régime raciste de Prétoria !

P.4

Longwy : la hargne du PCF contre les révolutionnaires.

P.6

Des gratte-papier aux O.S. en col blanc... Les employés de banque

P.8 et 9

L'OPEP : une lutte constante pour la récupération des richesses nationales.

P.10

PS : D'Epinay à Metz, un nouveau visage pour la vieille social-démocratie.

P.11

Congrès du PS : quelques points de repère

P.12

URSS, prison des peuples

P.16

PCF : la révolte de la cellule Picasso

France nouvelle

Les résultats des cantonales ont montré une stagnation du PCF, qui recule de 0,1 % par rapport à 1973, et un net recul en région parisienne. Contre toute vérité, *L'Humanité* n'a publié que des bulletins de victoire. Les journaux locaux du PCF en banlieue parisienne sont restés muets. C'est à *France Nouvelle* qu'il incombe d'interpréter la vérité. Sur la base des chiffres fournis par «l'ordinateur du service documentation du comité central», ils se sont mis à trois pour fournir cette analyse. (...)

L'examen département par département, région par région, fait aussi apparaître une distorsion frappante entre la région parisienne où le PC recule presque

partout, et la grande majorité des départements de province où il progresse. Ces tendances contradictoires influent sensiblement sur le pourcentage national du PC. L'étude, déjà citée, des cantons où PC et PS étaient déjà présents en 1973, permet de le mesurer plus précisément : si l'on prend l'ensemble de ces 1 256 cantons, le PC de 1973 à 1979, avec 23,2 %, y gagne seulement 0,1 %, tandis que si l'on en retranche les cantons de l'Île-de-France, sa progression dans les 1 158 cantons restants, avec 22,2 %, atteint 1,1 %.

L'érosion de l'influence communiste dans la région parisienne ne constitue pas un phénomène nouveau : elle se manifeste, de façon inégale, mais continue, dans toutes les élections depuis

1967. C'est à nouveau le cas au premier tour de ces élections cantonales, le pourcentage communiste diminuant dans tous les départements de l'Île-de-France, la perte allant de - 1,3 % en Seine-et-Marne jusqu'à - 8,1 % en Seine-Saint-Denis. Si elles confirment donc ce recul sensible depuis plusieurs années, elles ne l'aggravent cependant pas. A preuve, le fait que le score que vient de faire le PC, certes en retrait sur celui de 1973, n'en est pas moins nettement supérieur à celui des législatives de mars 1978 dans les cantons considérés. Même *Le Monde* y voit le signe que «dans la plupart des cas, le tassement de voix enregistré il y a un an dans la région parisienne est en cours de rattrapage». Reste que la persistance de ce phénomène d'éro-

sion confirme l'importance de la réflexion critique engagée, depuis plusieurs mois, tant par le Comité central du PC que par ses fédérations concernées.

Mesurer le recul du PC en région parisienne, c'est du même coup souligner son avancée en province, puisqu'au plan national son résultat est stable. De fait, le PC progresse — en ne comptant que les gains de plus de 0,5 % — en province dans 48 départements, tandis qu'il y est stable dans 15 — entre - 0,5 % et + 0,5 % — et régresse dans 26. Au niveau régional, il recule, mais de moins de 1 % dans cinq régions, ne régressant sensiblement qu'en Bretagne et surtout en Île-de-France, alors qu'il se maintient ou progresse, parfois sensiblement,

dans treize régions. Et les évolutions en sièges reflètent, bien que de manière déformée, cette tendance, puisque les communistes augmentent le nombre de leurs élus dans près de 40 départements — dont deux où ils entrent pour la première fois au Conseil général, l'Ariège et l'Orne — ne le diminuant que dans une dizaine, chiffre d'ailleurs semblable à celui des départements où le PS a moins d'élus qu'en 1973. Venant s'ajouter aux sièges de maires et conseillers municipaux gagnés en 1977, et de députés nouvellement élus en 1978, ces gains en conseillers généraux consacrent un développement appréciable de l'implantation nationale du PC, sur la base de la consolidation de son influence. (...)

Lutte ouvrière

Elleinstein, Althusser, Vargas, Molina, Rony, tous ces militants critiques du PCF sont à mettre dans le même sac, selon *Lutte Ouvrière*. Ce qu'ils veulent, c'est «accélérer l'évolution du PC vers la social-démocratisation». Avec un sens poussé de l'analyse concrète, le dossier que consacre *Lutte Ouvrière* aux oppositionnels ne dit pas un mot du débat sur la nature de l'URSS, pas un mot du débat sur le rapport du PCF aux masses, pas un mot sur le débat qui existe entre les oppositionnels eux-mêmes, sur la nature de leur parti, ect...

Si tous les contestataires revendiquent le droit de s'exprimer, tous se défendent cependant de demander la possibilité de former des tendances organisées. Aussi bien Elleinstein, Althusser, que Vargas, Molina,

Rony, etc... tous rejettent, dans son principe, l'existence possible de tendances et de fractions au sein du PC. Ils agissent ainsi non seulement par prudence mais par conviction et parce qu'ils tiennent à exprimer leur solidarité avec la direction de leur parti. Ils lui demandent certes plus de liberté de discussion mais dans le but d'apporter leur contribution à une politique avec laquelle ils sont fondamentalement d'accord.

Mais, se heurtant au fonctionnement antidémocratique du PC, les intellectuels cherchent à obtenir, pour eux-mêmes d'abord, le droit de publier leurs aussi librement, d'après eux, que peuvent le faire les journalistes et les intellectuels du Parti communiste italien.

Au bout du compte, ce qu'ils revendiquent, c'est un régime intérieur qui leur offrirait les mêmes possibilités que s'ils étaient au Parti socialiste. Ce qu'ils appellent de leurs vœux, c'est le

mode de fonctionnement d'un parti social-démocrate.

Mais est-ce qu'un tel fonctionnement est plus démocratique ? Cela dépend pour qui. Dans un parti social-démocrate, la liberté d'expression existe peut-être pour les notables, pour les «ténors». Mais les militants de base n'ont certainement pas plus la possibilité de se faire entendre largement que les militants du PC.

Seul un parti ouvrier révolutionnaire a besoin que tous ses militants aient la possibilité de discuter librement des orientations politiques avec l'ensemble des militants. Et d'ailleurs seul un tel parti peut, grâce à cette démocratie la plus large, fondée sur la conscience de chacun, être réellement centralisé et discipliné dans l'action. Infiniment plus en tout cas que les partis comme le PS ou même le PC dont les militants reçoivent les orientations d'en haut et n'ont le choix qu'entre les appliquer sans discuter ou traîner les pieds et se

désintéresser de ce qui est décidé en appliquant ce qu'ils veulent bien appliquer.

En réalité, de la même façon que les contestataires actuels ne préconisent pas une politique révolutionnaire, ils ne demandent pas davantage un mode de fonctionnement réellement centralisé-démocratique qui serait celui d'un parti révolutionnaire.

Alors pourquoi le PC refuse-t-il d'accéder aux revendications organisationnelles somme toute bien modestes de ses contestataires ?

Le Parti communiste français ne se trouve pas dans la même situation que le Parti communiste italien par exemple. Sur le chemin de son évolution qui va vers une plus grande social-démocratisation, le PCF se trouve confronté à un concurrent déjà bien en place : le Parti socialiste. Ce qui fait l'originalité du PCF et lui assure une place particulière, ce sont ses liens avec la

classe ouvrière, ses structures internes et son appareil militant hérités de tout son passé. Adopter le régime intérieur prôné par les critiques c'est prendre le risque d'abord d'apparaître pour ce qu'il est, un parti réformiste, et donc de voir remis en cause officiellement et de l'intérieur son mythe de parti révolutionnaire de la classe ouvrière. Et cela, c'est prendre le risque de perdre ce qui le distingue du PS et donc de perdre des électeurs, des adhérents, des militants ouvriers.

Le PC est beaucoup moins gêné pour évoluer sur le terrain des prises de positions politiques, où il est prêt à toutes les «ouvertures», que pour évoluer sur le terrain de son régime intérieur. Et cela parce qu'il craint d'une part de devenir un parti réformiste de la seconde zone et parce que, d'autre part, il reste aux avant-postes pour faire obstacle à la naissance d'une opposition communiste révolutionnaire.

L'USINE NOUVELLE

Comme c'est curieux. Le patronat s'intéresse au bassin de Longwy. Sans bien sûr qu'il n'y ait aucun rapport avec la lutte des sidérurgistes, que *Usine Nouvelle* ne mentionne même pas. Mais les preuves tangibles de cet intérêt sont bien minces : 69 emplois créés en 1976, et 1 300 autres envisagés... à l'horizon 80.

Incitation à la création de mille emplois par Electronique Marcel Dassault, implantation de deux sociétés d'électronique et d'informatique... Après un long silence, les industriels que la mono-industrie rebutait s'intéressent à nouveau, grâce à des aides substantielles, au bassin de Longwy.

A Longwy, la volonté de diversification ne date pas d'hier. Depuis la prise de conscience de

la fragilité de la mono-industrie qu'était l'acier, les élus locaux ont tout tenté pour créer un véritable tissu industriel. Hormis l'implantation de Bertrand-Faure (en 1966) et des Etablissements Gillier (en 1969), la tentative s'est soldée par un échec. Pourtant, la bonne volonté n'a pas fait défaut. En 1971, M. Boileau, président du conseil général, adressait trente-quatre mille lettres, accompagnées d'un dossier industriel sur la région, à des entreprises françaises, mais éga-

lement allemandes, italiennes, belges et luxembourgeoises. Seulement deux réponses. Une réellement intéressée : l'entreprise Quo Vadis (agendas), qui a finalement opté pour Nantes, où elle emploie actuellement 200 personnes. Un «livre blanc» de l'agglomération de Longwy a été édité, des zones industrielles érigées à Saulnes, à Villiers-la-Montagne, un IUT de génie électrique a été considérablement étendu... Tout cela pour créer 69 emplois à Villiers en

1976 : la société Manducher d'Oyonnax.

Et voici que, coup sur coup, deux nouvelles implantations sont annoncées dans la région de Longwy : celle de la STAE, société de sous-traitance électronique, qui doit créer 200 emplois à Gorcy, dont une centaine à l'horizon 1980 (voir encadré), et celle de Darlay Informatique, qui va s'installer dans une usine relais de Villiers-la-Montagne, où elle occupera près de 100 personnes.

Longwy : la diversification à tout prix

La dissolution de la section CFDT d'Usinor-Dunkerque

UN COUP DE POIGNARD DANS LE DOS DE TOUS LES SIDERURGISTES EN LUTTE

Suite aux mesures répressives prises à leur
encontre par le syndicat des métaux de Dunkerque
avec l'appui de la FGM, les militants CFDT de la

section d'Usinor-Dunkerque ont refusé de se plier.
Dans ce tract que nous publions, ils expliquent leur
position.

TRACT SYNDICAL CFDT DE DUNKERQUE

Au conseil syndical du
syndicat de la métallurgie
dunkerquoise, Granger, se-
crétaire national, propose
le 30 mars 1979 :

— La suspension du con-
seil syndical CFDT d'Usinor-
Dunkerque pendant un
mois ;

— Son remplacement par
un « collectif », composé
des délégués nommés par
le syndicat Canese, Ga-
met, Jonekeere, Dreger
qui sera chargé de prépa-
rer une assemblée générale
des adhérents, laquelle dé-
signera les hommes qui
feront fonctionner la sec-
tion. Cette assemblée gé-
nérale a déjà été prévue
par le conseil syndical ac-
tuel dans sa lettre aux
collecteurs du 26 mars
1979 pour le mois d'avril.

Tous les tracts, tous les
faits et gestes de chacun
seraient contrôlés et sou-
mis au collectif qui, avec le
syndicat, ont le droit de
veto.

UNE OPERATION POLITIQUE, LES MASQUENT TOMBENT !

— Pour avoir participé à la

marche sur Paris le 23
avec la CGT ;

— Pour contester la place
privilégiée qu'occupent les
négociations au détriment
des luttes.

Ainsi la CFDT d'Usinor-
Dunkerque n'est pas d'ac-
cord sur le fait que la
CFDT soit restée aux né-
gociations alors qu'il y
avait matraquage des tra-
vailleurs de Denain par les
CRS.

Ainsi la CFDT continue
à négocier alors que le
patronat et le gouverne-
ment ont décidé de main-
tenir le plan acier et quoi
qu'il arrive ; ce qui ne
peut avoir comme consé-
quence que de négocier
les licenciements.

Pour contester l'emprise
de plus en plus importante
des responsables natio-
naux de la CFDT sur les
sections syndicales et de
base à travers les syndi-
cats, qui revient à enlever
tout pouvoir aux adhé-
rents.

Ainsi Claude Bernard au
conseil du syndicat de la
métallurgie dunkerquoise
du 29 mars 1979 (auquel
ne participaient pas de

responsables nationaux)
est désigné pour représen-
ter le syndicat et la section
au congrès confédéral de
Brest.

A l'union Nord métaux
de Lille, le 30 mars 1979, le
responsable national est
présent... On voit ce qui
arrive ! La section syndi-
cale constate que ce qui
faisait l'essence même des
principes démocratiques et
autogestionnaires de la
CFDT, principes concrétis-
és par l'acceptation des
divergences et la possibilité
de débattre, est remis en
cause.

Les divergences de la
section CFDT d'Usinor-
Dunkerque ne sont plus
acceptées mais condam-
nées par les structures et
cela conduit les dirigeants
nationaux à prononcer
l'exclusion des opposants
d'une façon directe ou in-
directe en prenant comme
prétexte des accusations
fallacieuses qui n'existent
que dans la mesure où elles
sont de nature à cacher les
problèmes politiques.

L'utilisation d'une lettre
signée par 17 adhérents

des grands bureaux de
mandant l'exclusion de 11
militants de la section sous
le prétexte (qu'il faudra
prouver) de malhonnêteté,
n'aura servi en définitive
qu'à amorcer le processus
de dissolution du conseil
syndical tout entier, et cet-
te opération a été montée
de toutes pièces par Jac-
ques Deroo (conseiller fé-
déral) en accord avec la
fédération.

Si l'exclusion n'est pas
demandée ouvertement,
c'est parce que le retentis-
sant que cet acte
pourrait avoir au niveau
national affecterait profon-
dément le congrès confé-
déral de la CFDT qui se
tiendra en mai à Brest.

La suspension du conseil
syndical pendant un mois
nous amènera tout naturel-
lement après ce congrès,
et tous les opposants à la
politique actuelle de la
CFDT seront alors mis de-
hors comme des malpropres
même s'il faut pour
cela dissoudre la CFDT à
Usinor-Dunkerque.

Qu'on ne vienne pas
nous dire non plus que
cette proposition est dé-
mocratique parce qu'elle
aura comme support une
assemblée générale des
adhérents, parce que 5
minutes auparavant les
mêmes dirigeants deman-
daient le retrait du mandat
de délégué syndical d'un
camarade de la CFDT de
Mardyck (parce qu'il a par-
ticipé à la marche sur Paris
et accepté une liste com-
mune CGT-CFDT aux délé-
gués du personnel) sans
même se soucier de l'avis
du conseil syndical et des
adhérents de Mardyck.

Nous ne quitterons pas
la CFDT, mais nous nous
battons pour avoir le droit
de conserver nos idées et
d'en débattre.

Nous n'accepterons ja-
mais que la CFDT soit
dirigée par le haut fût-ce
Edmond Maire lui-même.
La CFDT doit rester une
organisation syndicale de
classe et de masse dont
les adhérents sont les arti-
sans de la politique, de
leur politique syndicale, et
non une organisation syn-
dicaliste dont la politique se-
rait soufflée, copiée sur
une organisation politique
fût-ce le Parti socialiste ou
Michel Rocard.

Section syndicale CFDT
d'Usinor-Dunkerque
Dunkerque
Le 4 avril 1979

Manœuvre patronale avortée aux Fonderies de Gorcy

Lundi dernier, un délé-
gué FO des tréfileries de
Gorcy emmenait quatre
syndiqués au bureau du
patron pour réclamer une
augmentation des salaires.
Comme ça, tout seuls,
sans en avertir personne.
Immédiatement, le patron
Jay publiait une note de
service indiquant que suite
à « la demande du person-
nel », il accordait les 2 %
d'augmentation comme le
prévoit la convention des
métaux. En fait, il sautait
sur l'occasion fournie par
la démarche isolée de FO
pour faire passer son pro-
jet de substitution de la
convention métaux à la
convention sidérurgie
qu'ont actuellement les
travailleurs de Gorcy et qui
est plus avantageuse pour
eux.

Dès que les gars de la
fonderie ont eu connais-
sance de la manœuvre, ils
ont débrayé deux heures
et demie et ont attrapé les
cinq personnages de FO. Il
s'en est fallu de peu que
ceux-ci ne se fassent écor-
cher. Du coup, plus per-
sonne ne veut entendre
parler de FO à la fonderie
de Gorcy. Pour informa-
tion, il faut quand même
savoir que le délégué FO
en question est membre
de la tristement célèbre
APH (association du Pays-
Haut) du non moins tris-
tement célèbre Labbé, pa-
tron licencié renommé.

Dans le même temps, la
section fonderie CFDT de
Gorcy diffusait un tract
d'information que nous pu-
blions ci-dessous :

INFORMATION CFDT URGENTE A TOUT LE PERSONNEL

Après avoir voulu licen-
cier 80 personnes, la di-
rection veut encore porter
un nouveau coup à tous
les travailleurs ouvriers et
mensuels de l'entreprise.
M. Jay, après avoir écrit
une bonne partie des
responsables syndicaux
CFDT en formation, sou-

cieux de la bonne marche
de « son entreprise », veut
pratiquer une véritable ré-
gression sociale : le retrait
de notre convention so-
ciale sidérurgie.

« Pour assurer le présent,
l'équilibre de l'exploitation
d'AFG (Ateliers et fonderies
de Gorcy), sa rentabilité,
de nouveaux capitaux se-
ront nécessaires... ». Mais,
Labbé et Jay, au lieu de
créer une bonne ambiance
de travail, veulent s'enga-
ger dans une politique de
frein social en pratiquant
une convention collective
inférieure. Vous savez
quoi :

- Perte de salaire, d'ap-
pointements et de prime
de Saint-Eloi ;

- Perte en pourcentage
d'ancienneté, jours de con-
gés restreints.

- Limite garantie maladie
restrictive...

Comme carotte à gri-
gnoter, M. Jay propose
d'appliquer 2 % sur les
salaires au 1^{er} mars 1979
alors que c'était au 1^{er}
janvier qu'il fallait le faire.
Ensuite, la direction nous
propose des accords d'en-
treprise à négocier « pour
des avantages individuels
de la convention sidérur-
gie ».

M. Jay oublie sans dou-
te que depuis le 18 dé-
cembre 1978, nous nous
battons pour l'emploi à
Gorcy et dans toute la Lor-
raine. Il oublie que les or-
ganisations syndicales à Paris
se battent pour l'emploi de
tous les travailleurs et la
défense du potentiel indus-
triel, alors que le gouver-
nement veut trafiquer et
appuyer des négociations
sociales pour que la si-
dérurgie et toutes les en-
treprises en amont comme
nous, et en aval comme la
tréfilerie par exemple, dis-
paraissent pour le plus
grand bien des grands ca-
pitalistes.

M. Jay, ce que nous
exigeons, c'est la maintien
d'AFG dans la convention
collective sidérurgie.

Gorcy le 1^{er} avril 1979

Les militants CFDT de Longwy promènent la machine

Jeudi midi à 14 heures, les militants de la CFDT ont
promené à travers tout Longwy, la machine qu'ils ont
déménagée il y a quelques jours. Il s'agit d'une
machine construite par Usinor et qui était en cours
d'essai. D'après les plans de la direction, cette
machine découperait les brames venues de Dunker-
que pour en faire des blooms. Avec ces brames
venues de Dunkerque, Usinor voudrait dans l'avenir
alimenter la tôle, le train-fil et le train universel. Ces
prévisions s'inscrivent évidemment dans le cadre de la
fermeture de l'aciérie de Longwy et du gros train de
Senelle. C'est pour cette raison que les militants
CFDT ont entrepris cette nouvelle opération coup de
poing, amenant la fameuse machine jusque devant
les locaux pour empêcher son installation. Jeudi midi,
précédée d'une voiture-sono, la machine a fait le tour
de Longwy sur un camion. Cette action a recueilli le
soutien des travailleurs et de la population de
Longwy.

LICENCIEMENTS ANNONCES CHEZ SAUVAGNAT A AURILLAC

70 à 80 licencie-
ments ont été annon-
cés à la réunion du
comité d'établisse-
ment réuni en pré-
sence du syndic. Il
frapperaient surtout
les ouvriers sous
contrat temporaire.
Les travailleurs de
Sauvagnat sont déci-
dés à lutter contre
ces licenciements qui
interviennent dans
une région déjà très
touchée par le
chômage.

GREVE A PLAS'ELEC A MONTREUIL

PLAS'ELEC, usine
de sous-traitance
pour l'automobile
(Renault, Peugeot,
Citroën) qui compte
110 ouvriers est en
grève avec occupa-
tion depuis le 27
mars.

Les ouvriers récla-
ment l'augmentation
des salaires et le 13^e
mois.

Grèves en série à la Solmer de Fos Vendredi matin, la direction lock-oute l'aciérie et le PSEM

Une série de mouve-
ments de grève est actuel-
lement en cours à la So-
lmer de Fos-sur-Mer.

Après un arrêt techni-
que, les travailleurs du
haut fourneau N° 2 ont
refusé de le remettre en
route et se sont mis en
grève pour trois postes. Il
s'agit du personnel fabri-
cant : fondeurs, ronds-
siers, pontiers, gaziers, contrô-
leurs des eaux. Le mouve-
ment était prévu jusqu'au
mercredi soir, mais le haut
fourneau n'est pas reparti
car à 21 heures, les élec-
triciens décidaient de
prendre la relève et se
mettaient en grève à leur
tour. Jeudi matin, c'était
au tour des mécaniciens.
A 13 heures, jeudi midi,
l'équipe de mécaniciens de
relève décidait de poursui-
vre le mouvement.

Par ailleurs, les quatre
postes de la centrale à

oxygène se sont réunis,
jeudi après-midi, ont déci-
dé la grève et se sont en-
fermés dans la centrale. Ce
n'est qu'après qu'ils ont
prévenu les syndicats.

Jeudi soir à la télé
régionale, la direction de la
Solmer brandissait la me-
nace d'un lock-out total.

Vendredi matin, la direc-
tion lock-outait l'aciérie et
le PSEM, soit environ
1 000 travailleurs. Des me-
naces pesaient sur le lami-
noir. Dans la matinée, les
travailleurs se rendaient à
la direction.

Dans tous ces mouve-
ments, on retrouve les
mêmes revendications :
300 francs d'augmentation
pour tous, la levée des
sanctions. Des points spé-
cifiques viennent souvent
s'ajouter à ces deux re-
vendications exigées par
tous les grévistes.

Corr. SOLMER

LUTTES OUVRIERES

LONGWY : LA HARGNE DU PCF CONTRE LES REVOLUTIONNAIRES

Mercredi à 20 heures, radio LCA en fin de débat sur la crise, commentait une déclaration du PCR ml. Les arguments se résument en gros à : «*Ils parlent comme Giscard, ils sont avec les autonomes*»... Dans la soirée, trois militants du PCR se rendent au studio et demandent s'ils peuvent répondre devant un certain nombre de personnes présentes. Le ton monte aussitôt. Aucune garantie n'est donnée sur un droit de réponse. Des travailleurs présents protestent contre le fait que la radio n'est pas aussi ouverte qu'elle le prétend. Un

travailleur de plus de 50 ans, militant depuis 30 ans à la CGT, se fait traiter «d'autonome» par le responsable PCF d'Usinor. Un débat s'ensuit avec de nombreux militants du PCF et de la CGT malgré l'opposition de certains.

Finalement, une déclaration a pu être lue jeudi matin, mais à une heure d'écoute moins favorable et sans débat. De plus, le PCF, par la voix de son secrétaire fédéral Amicable, s'est vu octroyer en réponse une intervention deux fois plus longue que

celle du PCR ml. Il prétendra que «*les grands moyens d'information seraient largement ouverts au PCR ml*». La preuve, «*il avait une tribune libre à FR 3*». 15 minutes par an sur la 3^e chaîne, c'est la preuve pour ce monsieur d'une collusion avec le pouvoir.

Pour M. Amicable, le PCR ml n'a qu'un tort : celui d'exister. De nombreux militants du PCF sont soucieux, eux, de débat. Le PCR ml poursuivra ses efforts pour confronter leurs points de vue et les siens.

Déclaration du Parti Communiste Révolutionnaire lue au micro de Radio LCA le jeudi 5 avril à 9 heures

Hier mercredi, des attaques graves ont été portées par radio LCA contre le PCR ml. Elles s'appuyaient sur le compte rendu paru dans le *Républicain Lorrain* d'une conférence de presse tenue le lundi 2 à Longwy, parue le mardi 3. Radio LCA avait d'ailleurs été prévenue dès samedi de cette conférence de presse mais n'était pas présente. L'intervention concernant notre parti se terminait par une invitation au PCR ml à donner son point de vue à la radio. A ce moment-même, une réunion de notre parti se tenait à Longwy-Bas. Plusieurs personnes, choquées de ces attaques contre notre parti, sont venues nous demander de répondre à cette invitation des animateurs.

Trois militants du PCR ml sont donc venus au studio vers 21 heures et au cours d'une interruption musicale ont demandé s'ils pourraient répondre. Il nous a été proposé de

venir ce matin à la radio.

Les animateurs de Radio LCA ont parfaitement le droit d'être en désaccord avec certaines de nos prises de positions, mais nous pensons qu'ils peuvent contacter nos militants. Nous pensons qu'il serait légitime de permettre à notre parti de répondre à ce qui a été avancé à la même heure d'écoute. Et, le seul intérêt de cela, c'est de donner lieu à débat. Nous regrettons que des informations sur l'activité de notre parti, ses propositions aient par contre été escamotées. Nous rappelons que notre conférence de presse a porté sur trois points :

— l'émission «Tribune libre» consacrée hier soir à Longwy

— les perspectives de la lutte

— la répression frappant les manifestants après la marche du 23 à Paris.

Sur ce dernier point, le compte rendu fait par *Le Républicain Lorrain* est pour l'essentiel fidèle

(autant que peuvent l'être des notes prises au cours d'une conférence de presse), mais il est partiel. Après avoir souligné le caractère important de la manifestation, nous avons souligné que l'intransigeance du gouvernement demeurait et que donc, rien n'était changé. Nous avons signalé deux points négatifs à notre avis :

— le risque de démobilitation d'une partie des travailleurs suite à l'absence de perspectives après le 23 mars,

— la récupération politique par le PCF, le cortège passant devant le siège de *L'Humanité* où étaient faites des prises de parole.

Par ailleurs, nous avons indiqué en substance cinq points que nous réaffirmons :

1 - Il y a eu provocation délibérée du gouvernement par une présence policière massive.

2 - Les autonomes présents à Paris n'offrent aucune perspective politique. Nous n'avons aucun

lien politique avec eux ; nous les combattons sur ce terrain politique.

3 - Nous refusons l'analyse simpliste qui ferait de ces autonomes des flics, même s'ils peuvent s'infiltrer là plus facilement que dans n'importe quelle organisation ; nous refusons toute analyse qui ferait de tout jeune ou travailleur réagissant aux interventions policières à Longwy ou à Paris, un autonome, un provocateur, un flic.

4 - Nous avons signalé l'attitude du service d'ordre de la manifestation (de certains de ses membres tout au moins) qui sont intervenus contre des manifestants et en ont donné aux flics certains, considérés comme «autonomes». Les témoignages dans la presse n'ont pas manqué. Nous avons dit aussi, et nous le réaffirmons, que nous ne trouvons pas normal que des membres, portant des badges PCF, sans aucun sigle syndical, aient parti-

cipé à ce service d'ordre.

5 - Nous réaffirmons notre protestation contre les condamnations arbitraires frappant Roger Marin, quels que soient les faits qui lui sont reprochés.

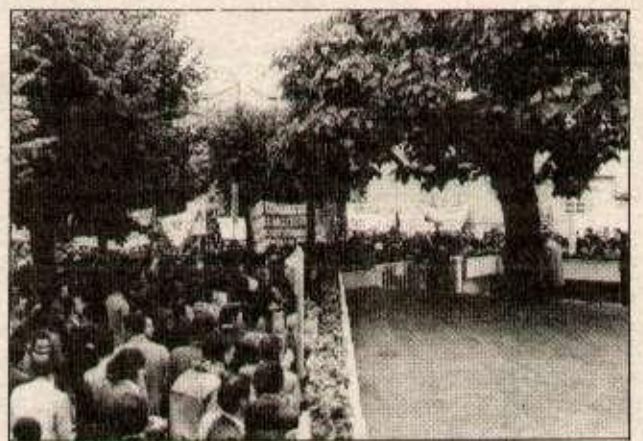
Voilà les positions que nous avons exprimées. La CGT n'a nullement été mise en cause, sinon sur un fait précis : l'attitude de certains membres du service d'ordre et que nous maintenons. Par contre, nous avons mis en cause sur des faits précis l'atti-

tude du PCF. Nous pensons que c'est notre droit et les animateurs de Radio LCA ne nous le contestent certainement pas.

Nous rappelons enfin que nous avons protesté par un communiqué au *Républicain Lorrain* dès lundi, (d'ailleurs non paru à temps), contre le brouillage de radio LCA.

Nous sommes prêts à répondre comme nous l'avons déjà fait à toute invitation de débat démocratique.

Chilly-Mazarin : les résidents du foyer Sonacotra devant le tribunal



Après 5 ans de lutte dans les foyers Sonacotra, la direction n'a pas désarmé, au contraire. Devant l'extension de la grève des loyers à de nouvelles régions, depuis l'été dernier, elle a intenté des dizaines et des dizaines de procès contre les résidents, en réclamant à chaque fois l'expulsion des foyers.

Il y a quelques semaines à peine, le tribunal de Grande instance de Strasbourg prononçait l'expulsion de 228 grévistes, «*au besoin avec le concours de la force publique*» ! A Metz, et dans la région de Nancy, plus de 200 résidents sont également condamnés à l'expulsion. Dans la région parisienne aussi, où a démarré la lutte, les procès continuent. Ce vendredi, la totalité des résidents du foyer Sonacotra de Chilly-Mazarin étaient convoqués au tribunal d'Evry. A Reims, où deux foyers

sont en grève depuis septembre-octobre 1978, une centaine de résidents sont menacés d'expulsion.

Partout, c'est la même politique. Dans le même temps où elle essaie d'obtenir le maximum d'expulsions pour briser la grève des loyers, elle propose des négociations foyer par foyer ici, ou des aménagements des chambres avec augmentation à la clé, sans jamais parler de statut de locataire, ni de reconnaissance du Comité de coordination des foyers Sonacotra. Au contraire, elle essaie de convaincre les résidents d'organiser des élections pour mettre sur pied des comités dans les foyers. De toute évidence, elle cherche ainsi à disloquer l'unité qui s'est construite en 5 ans de lutte. Dans cette situation difficile pour les résidents, le soutien de tous continue à être particulièrement nécessaire.

M.C.

SOUTIEN A LA LUTTE DE VICTOR GROS-DUBOIS

Contre la conditions faite aux travailleurs des départements d'Outre-Mer

Un meeting de soutien à la lutte de Victor Gros-Dubois et de tous les travailleurs des DOM, s'est tenu mercredi soir à Lyon.

EXTRAIT DU TRACT D'APPEL

«Victor Gros-Dubois, postier antillais, exige depuis 8 ans de PTT qu'ils tiennent leur promesse. Abusivement licencié en Martinique en 1971, il fait une première grève de la faim en 1977 pour obtenir sa réintégration. Au prix de son exil en France on lui promet sa titularisation immédiate, la reconstitution de sa carrière et son retour rapide en Martinique.

Pendant deux ans il attend en vain. Le lundi 5 mars, excédé, il est contraint d'entamer une nouvelle grève de la faim au centre de tri de Montrochet à Lyon pour exiger la réalisation des promesses faites. Après 7 jours de jeûne, n'ayant obtenu de l'administration que de vagues promesses orales, Victor acceptera

d'être conduit à l'hôpital le dimanche 11 mars, où il continuera sa grève pendant deux jours. Mais affaibli par son action le 13 mars, il arrête sa grève sans pour autant abandonner la lutte car l'essentiel de ses revendications n'a pas été satisfait.

Victor est conscient que son cas n'est qu'une caricature de la situation qui est faite aux travailleurs antillais. Pour ceux-ci cette affaire est révélatrice des problèmes que rencontre l'immigration des DOM. Cette immigration qui s'intensifie de plus en plus grâce au Bumidom, organisme d'Etat de négriers modernes, qui a pour rôle d'organiser chaque année l'immigration forcée de milliers de travailleurs antillais, guyanais et réunionnais.

Que propose-t-on aux travailleurs des DOM ? Dans la santé, dans les administrations, etc... ils occupent les emplois subalternes sous-payés. Parallèlement ils sont confrontés à une mauvaise condition de vie (logement

insalubre, famille éclatée), à l'oppression culturelle et quotidiennement, à des agressions racistes qui se multiplient. Aujourd'hui encore une nouvelle attaque contre l'immigration : les travailleurs antillais ne peuvent pratiquement plus partir en vacances puisque Air France n'a plus de place à 2 300 francs à offrir à ceux qui veulent rentrer chez eux pendant les vacances. Tout ceci n'est que la conséquence de la politique du gouvernement colonialiste français dans les DOM, aidé en cela par ses valets locaux incapables de résoudre les nombreux problèmes qu'ils ont eux-mêmes créés.

La situation économique est catastrophique : régression de la production, fermeture d'usines, etc., et se traduit sur le plan social par des licenciements massifs, le chômage en augmentation constante (40 % de la population active), l'augmentation du coût de la vie, la misère et l'exil forcé. Rien n'est fait pour redresser la situation ; au contraire, Paul Dijoud, se-

crétaire d'Etat aux TOM-DOM n'a-t-il pas déclaré qu'il «*n'y a aucune honte à partir travailler ailleurs que sur son sol, qu'il n'y aurait aucun emploi créé aux Antilles pendant 15 ans et que l'immigration restait la seule solution*» ?

C'est contre cela aussi que nous devons lutter, la mobilisation qui s'est développée autour de Victor Gros-Dubois ne fait que commencer. Nous devons poursuivre la lutte pour exiger que les justes revendications de Victor soient satisfaites :

— Pour la satisfaction des revendications de Gros-Dubois.

— Voyage gratuit pour toutes et tous.

— Pour le déblocage des mutations.

— Pour la création de postes aux Antilles, Guyane, Réunion.

— Embauche prioritaire aux originaires des DOM pour tout emploi créé aux Antilles, Guyane et Réunion.

— Pour le droit de vivre, de travailler, de décider au pays».

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE s'efforce de présenter chaque fin de semaine, sur un sujet déterminé, plusieurs points de vue différents qui sont en présence au sein du peuple. Leur confrontation doit contribuer à faire avancer les débats au sein du mouvement de masse. Bien entendu, l'exposé de ces points de vue différents n'engage que leurs auteurs et nullement la rédaction du journal.

Nous abordons aujourd'hui la question du bilan de la manifestation du 23 mars. Nous appelons nos lecteurs à nous envoyer leurs contributions sur cette question, y compris s'ils le souhaitent en se situant par rapport aux points de vue déjà exprimés dans le cadre de la rubrique. Les lecteurs peuvent aussi revenir sur des questions déjà abordées ces dernières semaines, dans «Contraires au sein du peuple», car bien entendu, le passage d'un sujet de débat à un autre, ne signifie pas une clôture du débat précédent.

QUEL BILAN TIRER DU 23 MARS ?

«On a déjà l'expérience des rassemblements de mécontents»

Position de la CFDT d'Usinor-Denain sur le 23 mars, exprimée par un militant de la section

La CFDT s'est exprimée souvent et longuement sur cette montée de la CGT le 23 mars à Paris. Nos positions sont très proches de celles de la Confédération sur ce point. En plein cœur de l'action très dure, violente, que les travailleurs d'Usinor-Denain menaient pour leur emploi, il nous est apparu que cette montée du 23 mars à Paris déviait sur un objectif d'ailleurs assez ambigu, puisque dans un premier temps, c'était une montée de tous les mécontents, ensuite, étant donné les réactions de la CFDT, on a changé un petit peu le fusil d'épaule, on a dit que c'était à partir des problèmes de ceux de la sidérurgie que tous ceux qui voulaient les soutenir, mais qui avaient des

problèmes, pouvaient monter à Paris.

On a senti tout de suite que cette montée à Paris était plutôt démobilisatrice qu'autre chose. On a déjà l'expérience par le passé qu'un rassemblement des mécontents pour une grande journée, un peu folklorique, qui rassemble un peu toutes les professions, toutes les revendications, n'aboutissait que rarement sur un prolongement de la lutte dans les entreprises, alors que c'était ce qui nous préoccupait à ce moment-là. Après beaucoup de réflexions, la CFDT d'Usinor-Denain a décidé de ne pas participer à cette marche sur Paris mais de ne rien faire non plus pour la contrarier, pour ne pas nuire à l'unité d'action qui règne

depuis le 12 décembre. Nous n'avons donc décidé aucune autre action le 23 mars.

C'est très difficile pour nous d'analyser le succès d'une telle journée. Si on parle du nombre de participants, de l'impact qu'a eu ce jour-là sur la population, sur les mass-médias, sur tout ce qui fait la vie en France, on peut dire que c'est un succès. Mais pour nous ce n'est pas le problème. Rassembler 100 000 personnes avec les problèmes tels qu'ils se posent dans la sidérurgie et toutes les professions qui sont frappées par la politique de Barre, après une campagne publicitaire assez forte comme l'ont fait la CGT et le PCF (il a bien joué le coup lui aussi), ce n'était pas tellement difficile.

Mais le problème pour nous, c'était de savoir si cette journée-là entraînait bien dans le cadre de la lutte que nous menons pour faire aboutir nos revendications, pour faire mal au patronat et pour faire mal au gouvernement.

En fait, ce qui s'est passé le 23, c'est qu'il y a eu une grande journée-défilé ; les sidérurgistes y sont allés ; ils ont été accueillis par certaines professions, un peu noyés parmi d'autres qui sont venues avec leurs propres revendications, et puis c'est tout. Ce n'était pas inscrit dans le cadre des négociations qui ont eu lieu puisqu'il n'y avait pas que les problèmes des sidérurgistes qui étaient posés ce jour-là. On est persuadé que :

NON, cette journée ne fait rien pour l'accentuation de la mobilisation dans les boîtes.

Il est bien certain que notre montée du 6 à Dunkerque dont le but est d'engager un important débat avec les camarades d'Usinor-Dunkerque pour bien voir les problèmes ensemble, pour essayer de coordonner nos actions, c'est plus dur pour nous, c'est un problème plus difficile d'en arriver à une coordination des luttes entre Denain et Dunkerque que de rassembler 100 000 personnes sur la place de la République à Paris. Si on arrive à faire que Denain et Dunkerque coordonnent leur lutte, pour nous, ce sera beaucoup plus efficace pour les problèmes de la sidérurgie.

«A Dunkerque, il ne fallait pas briser l'unité syndicale»

Un militant de la section CFDT Usinor-Dunkerque

Nous n'avons pas pris la décision d'appeler à la marche sur Paris, à cause de cette marche en tant que telle. On savait très bien ce qui nous attendait avec la récupération que le PCF voulait en faire. On a surtout voulu préserver l'unité syndicale qu'on avait réussi à obtenir avec la CGT, notamment pour la marche sur Dunkerque. Ce n'était pas un compromis qu'on a passé avec la CGT en disant : «On va aller à Paris à condition que vous appeliez à la marche sur Dunkerque», mais on a préféré passer au-dessus des ordres de la FGM CFDT, parce qu'il faut voir avant tout la

situation locale. A Dunkerque il ne fallait pas briser l'unité syndicale. Notre décision a été aussi influencée par le fait que des adhérents et des militants CFDT désiraient participer à cette marche.

Cette marche c'était une grande mascarade, une kermesse ; ça c'est tout de suite vérifié quand on est arrivé à Saint-Denis, avec les discours d'une demi-heure, trois quarts d'heure des élus PCF de Saint-Denis, avec de la musique pop, des valses, et tout ce qu'on veut... Toute la manifestation ça a été un écoeurément des gens ; même

des militants CGT interpellaient leurs responsables «ça fait trois heures qu'on marche pour rien».

On a apprécié le service d'ordre de la CGT, notamment place de la République quand il s'est mis entre les manifestants et les travailleurs qui se faisaient matraquer par les CRS. Il n'y avait aucun mot d'ordre sur les sidérurgistes et alors qu'on nous avait assuré que la tête de la manif serait composée des sidérurgistes de Dunkerque, Longwy, Denain et Sedan, ils ont bien séparé les pôles sidérurgistes les plus importants pour

qu'il n'y ait pas de regroupement. Au total on a vu une récupération de la part du PCF et de la CGT.

Cela n'a pas popularisé la lutte des sidérurgistes, ça n'a pas renforcé la combativité des gens, ça n'a pas permis de lier plus de contacts entre Denain, Dunkerque et Longwy. Ce serait plutôt négatif pour la poursuite de la lutte surtout parce qu'on a été noyés.

On pense que la CGT a voulu faire de cette marche un sommet sans mettre aucune perspective derrière. De plus cette marche

sur Paris n'a pas favorisé la mobilisation pour le 6 avril, la marche sur Dunkerque, justement parce qu'on a divisé les sidérurgistes. On aurait dû se rencontrer pour préparer le 6, pour en discuter, pour voir que faire le 6 à Dunkerque dans le but de renforcer la solidarité. Pour nous la marche du 6 avril est beaucoup plus importante, elle doit permettre une rencontre des sidérurgistes, pour essayer d'engager la lutte en commun. La situation de Denain et Longwy passe aussi par Dunkerque. Dunkerque est directement touchée par la restructuration.

«La CGT a réussi son opération, en façade seulement»

Point de vue d'un militant CFDT de Longwy

Depuis le début de la lutte, nous pensions qu'une marche sur Paris serait l'enterrement de la lutte ; d'ailleurs, nous l'avions fait remarquer dans un tract au mois de février.

A Thionville, nous avons remarqué que les gens avaient été parqués sur une place et qu'ensuite, tout était fini, qu'ils n'avaient plus de perspectives. A Paris, de la manière dont cette marche était engagée, elle était le reflet de ce qui s'est passé à Thionville, en plus grand, bien sûr, et puis il n'y avait aucun objectif. C'était un rassemblement pour un rassemblement en

fait, c'était une démonstration plus qu'une action.

Si nous y avons participé, c'est surtout parce que nous sommes dans cette intersyndicale et que nous nous sentons responsables devant cette intersyndicale, que nous ne pouvions pas nous permettre de casser celle-ci et encore moins casser ce qu'elle représente pour les travailleurs.

Pour cette journée, je pense que d'abord, nous aurions dû avoir la banderole de l'intersyndicale. Si nous n'avions pas le badge c'était pour condamner

l'attitude de la direction CFDT et également pour ne pas être récupérés par la CGT. En fait, si nous avions eu la banderole intersyndicale, nous aurions pu regrouper tous les travailleurs de Longwy et surmonter l'état de fait créé par la CGT.

En résumé, nous avons posé la question avant : que va-t-on faire à Paris ? Casser et se discrediter ou participer à une manifestation-promenade et rentrer tranquillement à la maison ? On ne voulait ni l'un ni l'autre et en fait, on a eu les deux.

La CGT a réussi son opération en façade seulement, car si elle

creuse un peu son analyse, elle a pu se rendre compte que les 100 000, cela ne fait pas beaucoup et surtout peu de sidérurgistes. Le PCF a aussi trouvé son compte ; la manifestation est passée devant le siège de L'Humanité et puis, c'était entre les deux tours des cantonales.

Le pouvoir, quant à lui, a fait tomber les autonomes dans le piège en quadrillant la place de l'Opéra ; dans ces conditions, c'était fatal qu'il y ait de la bagarre. C'est même à se demander si le pouvoir ne voulait pas aggraver ses jeunes troupes en créant la haine. Le pouvoir a

voulu montrer qu'il était dur, mais au contraire, il s'est affaibli. Ce qui me semble bizarre, c'est que la droite fascisante (Chirac par exemple) n'a fait aucun commentaire.

De leur côté, les autonomes ont profité de la manifestation pour s'extérioriser massivement sans aucune analyse politique, mais sans résultat positif pour eux, car, de son côté, le pouvoir en a profité pour compléter son fichier.

Les autonomes croyaient assomiler la violence des travailleurs à la leur.

Des gratte-papier aux O.S. en col blanc...

LES EMPLOYÉS DE BANQUE

Par Monique CHÉRAN

■ 1974, ce sont les grandes luttes dans les banques, ce qu'on a appelé leur Mai. Depuis, avec la nouvelle stratégie des patrons des banques, les fusions, l'informatisation, la transformation radicale du travail, la remise en cause des avantages acquis, les luttes n'ont guère cessé, souvent longues et dures, que ce soit au Crédit Lyonnais de Lilleux, Limeil, Paris Ménard, dans les Caisses d'Épargne, au Crédit Mutuel de Bretagne en 1977, et ces derniers mois, à la BNP (Montreuil, Bordeaux, Toulon, Montpellier, Saran), à Indo-Suez, au Crédit Lyonnais (Tour Part-Dieu). Même phénomène dans les Assurances, avec toutes les luttes de ces dernières semaines.

Partout, les revendications tournent autour des mêmes thèmes : les effectifs, les 35 heures, les salaires. Car les gratte-papiers d'aujourd'hui en ont assez : des salaires très médiocres, puisque la revendication des assurances est de 2 600 F, une déqualifica-

tion croissante : «des points, des traits, des ronds, assez !», des cadences de plus en plus élevées...

La semaine dernière, la CFDT organisait avec plusieurs de ses fédérations un colloque sur le tertiaire, où les problèmes des employés de banques ont été examinés, en rapport avec l'évolution des structures des banques. Que ce soit sur l'avenir de l'emploi ou la nature du travail effectué, le rapport de la fédération de la banque, «Informatique et Emploi», apporte de nombreux éléments, dont nous reproduisons quelques-uns. Ils expliquent en grande partie la place croissante prise par ces employés, ces O.S. en col blanc, dans la lutte.



Décembre 1978 : la BNP-Montreuil dans la rue.

30 % de personnel en moins en 10 ans ?

UN PERSONNEL JEUNE

«L'âge moyen du personnel des banques adhérentes à l'AFB est, en 1977, de 34 ans ; au Crédit Lyonnais, il est de 32 ; au Crédit du Nord de 33.

La population du secteur bancaire est donc relativement jeune. Ceci est essentiellement dû à la phase de recrutement intensif opérée entre 1967 et 1974. Cela concernait en particulier du personnel jeune ayant suivi des études générales (cycle primaire et secondaire jusqu'au BEPC puis bac).

Cependant, deux phénomènes en cours vont transformer cette réalité. D'une part, depuis 1976, on assiste à un arrêt quasi total de l'embauche. D'autre part, d'ici 1987, des milliers de départs en pré-retraite sont prévus, à l'âge de 60 ans, ce qui concerne par exemple un peu plus de 11 % du personnel au Crédit Lyonnais et au Crédit du Nord ; le pourcentage atteindrait 17 % si la possibilité de départ en pré-retraite était abaissée à 55 ans pour les femmes et 57 ans pour les hommes.

UNE PROFESSION TRES FEMINISEE

Dans la plupart des banques, les femmes constituent la moitié, et même parfois plus, du personnel. Ainsi, au Crédit Lyonnais, fin 1977, les femmes représentaient 53,4 % du personnel, à la BNP, fin 1976, 50,4 %, et au Crédit du Nord, fin 1978, 46,5 %.

Il semblerait toutefois que depuis 1974, ce pourcentage élevé stagne ; peut-être va-t-il même diminuer, de fait de l'embauche privilégiée d'hommes dans les années à venir.

Malgré leur nombre important, les femmes, comme dans d'autres branches, sont surtout «au bas de l'échelle» : au Crédit Lyonnais, par exemple, 64,8 % des femmes sont employées, 33,7 % gradées, 1,5 % cadres. Pour les hommes, les pourcentages sont très différents. Employés : 41,4 % ; gradés : 40,6 % ; cadres : 18 %. Ces chiffres datent de 1974. Des chiffres plus récents ne font que confirmer ceux-là.

DANS LES EFFECTIFS QUI DIMINUENT

Dans les toutes dernières années, l'évolution des effectifs a été la même dans presque toutes les banques : partout, c'est à une diminution qu'on assiste ! Pourtant

de 1968 à 1973, la progression avait été rapide et régulière. Quelques exemples.

— Au Crédit Lyonnais : les effectifs augmentent très rapidement de 1965 à 1975 (+ 19 000). Cela est dû en grande partie à l'incidence de la loi Debré (1967) qui a permis une croissance importante du nombre de guichets. En dix ans, donc, les effectifs du C.L. ont augmenté de près de 70 %. A partir de la fin 1974, nous constatons une forte chute du nombre d'embauchés qui va en s'amplifiant jusqu'à la fin 1977. Fin 1974 : 5 548 embauches ; fin 1977 : 921.

Pour l'exercice 1977, on arrive en fait à un solde négatif d'environ 800 personnes ! Le PDG du C.L.C. Pierre Brossolette, annonçait d'ailleurs la suppression de 3 000 postes en cinq ans, jusqu'à la fin 1980. La cause principale de ces suppressions de postes n'est autre que l'application du plan informatique, qui entraîne une importante restructuration du Crédit Lyonnais.

— Au Crédit du Nord, 1 400 postes ont été supprimés en un peu moins de 4 ans, et ce n'est sans doute pas terminé, du fait de l'implantation de cette banque dans une région fortement touchée par la crise.

— A la BNP, on passe d'une progression de 8,7 % en 1973, à une diminution de 0,7 % en 1976.

DE LOURDES MENACES

«La baisse ou la stagnation des emplois dans la profession bancaire maintient les inégalités entre les sexes au détriment des femmes ; elle peut amener à observer une certaine «défémisation» de la profession.

De plus, le développement de l'informatique et les progrès considérables de cette industrie pourront permettre, à terme, le développement de l'embauche de travailleurs à la journée (formule déjà employée aux USA) ainsi que du travail à domicile (il suffira de brancher un terminal d'ordinateur) !

Ce type de conséquence n'est pas improbable ; en effet, le rapport rédigé par MM. Nora et Minc («L'informatisation de la société») prévoit une économie de 30 % des emplois en dix ans dans les banques (...). Aucun directeur de banque interrogé (Crédit Lyonnais et Crédit du Nord) n'a voulu expressément jusqu'à ce jour, confirmer ou infirmer ce chiffre.

L'informatique et ses conséquences La fin des «gratte-papier»

La restructuration de l'organisation du travail dans les banques, avec l'introduction massive de l'informatique, c'est sans aucun doute la fin des «gratte-papier»...

DES GRATTE-PAPIER ...

Avant l'arrivée de la mécanographie, «les opérations présentées par les clients, aux guichets des agences, sont, après préparation ou premier traitement, envoyées dans les services centraux, qui assurent le traitement matériel (vérification, tri, acheminement) et l'imputation dans la comptabilité de la banque». A ce stade, la parcellisation des tâches existe, mais elle n'est pas encore extraordinaire.

La mécanographie

Premier changement important, puisqu'une partie du travail humain est désormais effectuée par la machine, et qu'apparaissent des services entiers de mécanographes.

Les premiers ordinateurs

Nouvel accroissement de la spécialisation des tâches, avec l'introduction des premiers ordinateurs, qui travaillent dans le prolongement de la mécanographie. Mais les documents papiers continuent à circuler (chèques). L'ordinateur intervient au niveau des services centraux.

Avant les terminaux

Période intermédiaire : les procédures de dématérialisation des opérations sont testées. Les documents papiers circulent encore mais «on va créer de nouveaux supports tels que bandes, disquettes... Ces nouveaux supports pourront être acheminés matériellement ou transmis en utilisant le réseau téléphonique. Ils seront par exemple créés dans l'arrière boutique de l'agence et adressés directement à l'ordinateur». Il commence donc à y avoir des liaisons directes entre agences et ordinateurs.

Le réseau informatique intégré

«C'est la réalité dans laquelle nous entrons progressivement et qui doit déboucher sur la banque des années 1980 avec :

- Des terminaux installés dans tous les points d'implantation ;

- Un réseau de télécommunications permettant de joindre entre eux tous ces terminaux et les ordinateurs ;

- des procédures de travail réalisant la dématérialisation la plus poussée possible des opérations.

L'objectif patronal est de parvenir à :

- une saisie unique de tous les éléments relatifs à une opération et ceci au plus près de son arrivée dans la banque (le plus souvent au guichet) ;

- une introduction directe de ces éléments dans l'ordinateur pour lui permettre de réaliser la totalité (ou le maximum) du processus de traitement et de comptabilisation dans un minimum de temps.

Tout ceci bouleverse fondamentalement les chaînes de travail antérieures, l'ordinateur devenant le pivot central et les services centraux ne subsistant que pour traiter des tâches résiduelles ou, en dépendance de l'ordinateur.

Sans parler du reste...

Microfichage, microfilmage, machines à «traitement de texte» : cela signifie à terme la disparition des services d'archives et des pools dactylographiques...

La restructuration des équipes

De plus en plus, le travail s'est donc complètement parcellisé, automatisé. Pour les employés, la pilule a été dure à avaler, le travail devenant de plus en plus répétitif, de plus en plus dépersonnalisé. Pour arriver à leurs fins, bien des patrons de banques ont essayé alors de regrouper différentes tâches, pour limiter le dégoût

du travail ; en fait, si le travail est ainsi moins monotone, il n'en est pas plus intéressant, et surtout cette tactique vise à pallier l'absentéisme, la réduction des effectifs...

AUX O.S. EN COL BLANC

Baisse des effectifs, transformation complète du travail effectué, de la localisation des emplois, fragilisation des emplois... autant de conséquences évidentes de l'introduction massive de l'informatique dans les banques.

«Toute l'évolution décrite précédemment s'est traduite par une spécialisation croissante aboutissant à un véritable éclatement des tâches. Non seulement il y a eu «décomposition du geste» ou plutôt parcellisation des tâches (que le regroupement des tâches peut compenser quelque peu), mais il y a eu aussi dissociation complète des fonctions fondamentales d'orientation, de prévision, de conception, d'exécution et de contrôle.

En fait, quelques spécialistes sont chargés des fonctions considérées comme essentielles pour garder la maîtrise du processus de travail, et la plus grande partie du personnel est cantonnée dans la fonction d'exécution.

Il en résulte une déqualification quasi généralisée rejoignant largement le phénomène «O.S.» de l'industrie et la perte de tous liens entre la réalité et les classifications définies, il y a plusieurs dizaines d'années.

Tout ceci explique amplement le «ras-le-bol» existant dans la profession et les conflits qui surgissent fréquemment sur la qualification du travail et les classifications.

Dans le même temps, la formation «fondamentale» devient superflue, sauf pour quelques spécialistes. Un employé devient interchangeable, ce qui favorise l'introduction de l'intérim et des sociétés de sous-traitance.

Ainsi donc, malgré le sérieux avertissement donné par l'accident de la centrale nucléaire américaine de Harrisburg, le conseil des ministres a décidé d'accélérer le programme électronucléaire, au contraire de certains gouvernements qui posent maintenant le problème du recours au nucléaire par des moratoires ou des référendums. Mais les populations directement concernées par des implantations de centrales nucléaires ont avec Harrisburg un argument qui peut, sur le terrain, renforcer leur opposition au programme nucléaire. Quant à la fameuse indépendance énergétique, sa garantie repose, pour une bonne part, sur un pari.

Three Mile Island : après bien des déboires, des incidents techniques, plusieurs erreurs, la catastrophe frôlée, la tension a baissé. Les habitants ont regagné leurs logis. La centrale ne sera bientôt plus, après le déchargement du réacteur, qu'un immense mausolée, au prix d'un million de dollars !

Le gouvernement français a tenté maintes fois de nous rassurer par des propos lénifiants : «*Chez nous le nucléaire est sûr*». La preuve : une commission d'enquête va être envoyée à Harrisburg ; si elle conclut à une possibilité d'amélioration de la sécurité des centrales françaises (qui sont du même type que celle mise en cause lors de cet accident), celles-ci entreront en fonction. Une façon comme une autre de reconnaître que la sécurité actuelle n'est pas si évidente. D'ailleurs la centrale de Fessenheim a connu quelques déboires, elle aussi, sur les circuits primaires et secondaires. Lors de ces défaillances les techniciens français n'ont peut-être pas commis d'erreurs à l'inverse de leurs collègues d'Harrisburg. Mais qui nous garantit qu'ils ne peuvent en commettre ?

D'ailleurs, quand Giraud

affirme : «*Nous n'avons pas le choix, c'est le nucléaire ou la récession*», c'est reconnaître implicitement que le nucléaire présente des risques certains et que selon la logique de la bourgeoisie, il faut les accepter, si la France veut conserver une place économique non négligeable, c'est-à-dire préserver les profits de la bourgeoisie. Le gouvernement préfère donc sacrifier, au hasard d'un accident toujours possible, la sécurité des populations aux intérêts de sa classe. Une logique vieille comme le capitalisme.

INDEPENDANCE ?

Barre, Giraud et leurs collègues, allèguent du fait que le nucléaire permet une indépendance énergétique de la France. La politique précédente, basée sur le tout pétrole après l'abandon des ressources nationales ou leur mise «en retraite» anticipée, (cf le charbon), basée sur le pillage des pays du Tiers Monde, connaît du fait de la lutte de ces derniers pour des échanges plus justes, un déséquilibre certain. L'impérialisme français ne peut plus faire face, sans remettre en cause sa politique écono-

L'accélération du programme nucléaire DES RISQUES GRAVES UNE INDEPENDANCE INCERTAINE

mique. Mais pour le nucléaire qu'en est-il ?

La France, il est vrai, dispose de gisements d'uranium relativement importants. Elle ne s'en contente d'ailleurs pas. En l'occurrence, elle dispose pour l'instant de trois fournisseurs : le Canada, et deux pays africains, le Niger et le Gabon. Pour ces deux derniers pays, la France lance le pari d'une certaine stabilité ; c'est-à-dire de régimes qui se compromettent ou se soumettent à son impérialisme. Mais cette stabilité est susceptible de bouleversements.

L'exemple du pétrole pourrait bien se renouveler, mais là, la France dispose, il est vrai, d'une plus grande marge de manœuvre en épuisant les ressources étrangères, tout en préservant au maximum les siennes. Ainsi, en 1977, la production nationale d'uranium n'a été que de 2 200 tonnes, soit seulement 55 % des besoins nationaux ; pourtant, les gisements français sont estimés à plus de 50 000 tonnes, alors que les possibilités d'extraction ne sont encore que de 3 500 à 4 000 tonnes par an.

Ce système peut donner certains moyens à la bourgeoisie, mais du fait de ses

limites, cette politique ne peut être qu'une «soudure» en attendant d'exploiter d'autres sources d'énergie, sous peine de se retrouver un jour dans la même situation qu'actuellement.

Le gouvernement en réaffirmant le plan énergétique préconisé par Messmer et tracé par De Gaulle, ne fait que répéter sa politique à court terme. Il joue aussi avec l'avance technologique prise dans le domaine nucléaire et les contrats qu'elle lui a permis de remporter, notamment le retraitement de déchets nucléaires étrangers, avec le centre de La Hague (qui doit être agrandi) et ses 12 milliards de recettes prévus, et avec le centre d'enrichissement d'Eurodif du Tricastin qui vient de démarrer et devrait assurer la production du tiers des besoins mondiaux en uranium enrichi. Mais dans ces centres, comme dans les centrales, la sécurité des travailleurs et des populations est négligée au profit de la rentabilité. Les risques sont multipliés avec des centrales du type Superphénix, qui accroissent aussi la productivité.

Les populations ne peuvent accepter de voir brader leur sécurité pour la

cupidité d'une classe. Et leur inquiétude est toute légitime quand le pouvoir refuse même de les tenir informés, tout en donnant l'illusion de le faire par des commissions fantômes, tel le «conseil d'information sur l'énergie nucléaire» dont l'existence n'est que formelle ; et on a tout lieu de craindre la nouvelle politique gouvernementale dans ce domaine. A la suite de l'accident d'Harrisburg, nous aurons prochainement, peut-être, un peu plus d'information (ce

n'est pas difficile). Par contre nous aurons intérêt à nous méfier de son contenu qui risque d'être manipulateur, sous prétexte de ne pas créer, comme aux USA, une psychose du nucléaire due à une information trop abondante. L'accident de la centrale de Three Mile Island, nous rappelle, s'il en était besoin, que l'information n'efface pas les risques...

Pierre CHÂTEL

Communiqué

Les événements de Three Mile Island à Harrisburg (USA) n'émeuvent pas le gouvernement français. «*Il n'y a aucune raison de modifier le programme nucléaire*» a déclaré Raymond Barre.

Tandis que Giraud, ministre de l'Industrie, commentait : «*Seuls les faits comptent. Ce n'est pas avec des arguments irrationnels que l'on fait une politique*». Pour Giraud, pour Barre l'accident survenu en Pennsylvanie n'est pas un fait. Ce n'est pas un fait que la radioactivité se soit répandue à travers deux des trois barrières de confinement du réacteur. Ce n'est pas un fait que l'un des types d'accident les plus graves imaginés dans les études de sûreté des centrales à eau, la perte de réfrigérant, se soit produit grandeur nature. Ce n'est pas un fait que 950 000 personnes aient été et soient encore menacées.

On nous dit que ça n'arrive qu'aux autres. On nous avait déjà dit cela après le black-out de New-York, après la panne gigantesque d'électricité, et il s'est passé la même chose en France cet hiver. Le conseil des ministres a décidé d'envoyer une mission aux États-Unis et de «renforcer les systèmes de sécurité des centrales nucléaires». Cela est dérisoire, la seule mesure qui corresponde aux intérêts des 500 000 personnes qui habitent près du Pellerin, des millions de Parisiens proches de la centrale de Nogent-sur-Seine, et de toute la population en général, c'est l'arrêt immédiat du programme électronucléaire, mis en chantier en 1974 par Messmer.

Les organisations soussignées appellent l'ensemble de la population, les travailleurs, les organisations du mouvement ouvrier à manifester :

— Contre le programme nucléaire du gouvernement français et à participer à

**UN RASSEMBLEMENT
DEVANT LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE,
99 RUE DE GRENELLE, VENDREDI 6 AVRIL,
A 18 h 30.
PSU, LCR (SFQI), OCT, CCA, PCR ml.**

● Lyon : solidarité étudiante avec les sidérurgistes

Une réunion de lancement de la campagne de solidarité avec les travailleurs de Longwy et Denain s'est tenue mercredi 4 avril à la faculté de la Doua, à l'appel de l'UCJR. Trente étudiants ont pendant deux heures débattu de la lutte que mènent depuis maintenant plus de trois mois et demi, les sidérurgistes de Longwy. Suite à un historique des actions menées par les ouvriers lorrains, le débat a porté sur qui devait-on défendre : les travailleurs et leurs revendications de vivre et travailler ou la rentabilité et la productivité de la sidérurgie française. Une discussion sur quelle est la cible des sidérurgistes, l'étranger ou notre bourgeoisie, a permis de mettre en lumière l'attitude de division du PCF.

Au terme de la réunion, il a été décidé d'organiser un voyage à Longwy pendant les vacances de Pâques, afin de poursuivre la popularisation durant le troisième trimestre.

Cercle UCJR de la DOUA

Réfugiés basques menacés d'extradition

Le statut de réfugié en question

Miguel Goicoechea, 22 ans, et Martin Apaolaza Azcargorta, 32 ans, sont en prison depuis le 13 mars. Ce jour-là prenait fin la mesure d'assignation à résidence à Valensole (Alpes de Haute-Provence) qui les frappait, eux et quinze autres militants basques réfugiés politiques. Tandis que leurs camarades étaient relâchés (mais interdits de séjour dans neuf départements frontaliers avec l'Espagne), eux étaient arrêtés, suite à un mandat d'arrêt international délivré le 20 février par le Premier juge d'instruction de Madrid, qui demande leur extradition.

Cette double arrestation survient dans un climat de répression aggravée contre les militants basques en France. Alors que la police française ne retrouve jamais les auteurs d'attentats perpétrés contre les réfugiés basques, elle multiplie les actes arbitraires : en novembre 1978, plusieurs réfugiés se voient retirer leur récépissé (autorisation provisoire de séjour) et remettre un refus de sé-

jour. Quelques jours après la visite du ministre des Affaires étrangères d'Espagne à Paris, le 30 janvier est montée une vaste opération policière d'Hendaye à Bayonne : l'assignation de 17 réfugiés à Valensole est décidée pour éviter qu'ils troublent la tenue des élections législatives en Espagne ! Plus grave encore, sept réfugiés qui étaient venus demander l'asile politique en France sont expulsés et remis entre les mains de la police espagnole ; ils sont envoyés à la prison de Soria où sont enfermés plus d'une centaine de Basques. Entre-temps ils ont été victimes de tortures.

Or, c'est le 30 janvier précisément qu'un communiqué du ministère français des Affaires étrangères annonce la fin du statut de réfugié politique pour les Basques, sous le prétexte que l'Espagne est désormais une démocratie. Sans même parler de la répression qui continue de frapper le peuple basque en Espa-

gne, cette mesure est scandaleuse à plus d'un titre. Tout d'abord, l'obtention de la qualité de réfugié ne tient pas à l'appréciation du caractère politique d'un régime, qu'il soit considéré comme démocratique ou non. D'ailleurs, les autorités françaises ont accordé l'asile politique à des réfugiés venant du Jura suisse ou du Québec... Et d'autre part, l'asile politique doit s'apprécier selon les cas particuliers des individus.

Tout cela, la chambre d'accusation de la Cour d'appel d'Aix-en-Provence ne peut l'ignorer. Pas plus qu'elle ne peut ignorer que la convention franco-espagnole exclut la possibilité d'extrader en matière politique. Or le dossier espagnol (particulièrement mince !) indique que le meurtre de deux gardes civils à San-Sébastien (motif de la demande d'extradition) serait le fait d'un commando de l'ETA. Il s'agit donc bien d'un acte politique par ailleurs les deux militants basques doivent continuer à bénéficier des

garanties attachées au statut de réfugié politique, puisqu'ils ont introduit un recours après la mesure de suppression du statut. Et un tel recours est suspensif d'exécution.

Enfin, la demande d'extradition est notamment fondée sur la loi du 28 décembre 1978, dite loi antiterroriste votée par les Cortès espagnols. Mais les faits incriminés datent, eux, du 25 septembre 1978. La justice espagnole n'hésite donc pas à entreindre un principe essentiel, celui de la non-rétroactivité de la loi !

La justice française ne peut lui emboîter le pas sans que sa décision n'apparaisse guidée non par des principes de droit mais par des considérations éminemment politiques : extradier Miguel Goicoechea Elorriaga et Martin Apaolaza Azcargorta, ce serait livrer arbitrairement deux militants politiques qui, s'ils nient toute participation à l'attentat, n'en revendiquent pas moins leur engagement pour la cause basque.

L'OPEP : UNE LUTTE CONSTANTE POUR LA RÉCUPÉRATION DES RICHESSES NATIONALES

19 ans après sa création, l'OPEP s'est renforcée arrachant des victoires importantes à l'impérialisme, en particulier dans le domaine des prix. Les compagnies pétrolières n'ont pas pour autant cédé leur contrôle sur la commercialisation, c'est ainsi qu'avec la récente crise iranienne, les prix pratiqués sur le marché sont montés, bien au-delà des limites fixées par l'OPEP. Les «majors» qui se sont livrés à la spéculation ont été vigoureusement critiqués par les pays producteurs réunis à Genève le 26 mars dernier. L'action de l'Iran qui a décidé de se passer du consortium et de traiter désormais avec chaque compagnie individuellement en vendant son pétrole au plus offrant, a été bien accueillie par les autres pays de l'OPEP qui y voient une tentative de s'attaquer à la toute puissance des compagnies qui dominent le marché. L'Iran n'a pas été le seul pays à augmenter ses prix, Abou Dhabi, Qatar, la Libye, le Venezuela, l'Algérie, le Koweït et l'Irak ont tous fait de même. A l'ouverture de la réunion de Genève le 26 mars dernier, 12 pays producteurs sur les 13 que compte l'OPEP avaient réajusté leurs prix en fonction de la dépréciation du dollar et de l'augmentation considérable des prix des biens d'équipements qu'ils importent.

Entérinant ces décisions, la conférence de l'OPEP a avancé de 6 mois la hausse qui était prévue pour octobre prochain. Mais au-delà de cette augmentation, afin de s'assurer un meilleur contrôle de la politique des prix, l'ensemble des pays de l'OPEP ont décidé de maintenir la production à son niveau actuel et de résister aux pressions — américaines en particulier — qui voudraient leur faire augmenter leur production, pour pallier à la baisse de celle de l'Iran. Si l'Iran a décidé de baisser sa production de moitié, c'est avant tout pour reprendre en main le contrôle de l'exploitation de ses richesses pétrolières.

Tous les pays producteurs, confrontés au risque de voir s'épuiser trop rapidement leurs richesses nationales contre des dollars qui ne cessent de se déprécier, prennent des mesures dans ce sens.

La dernière réunion de l'OPEP qui s'est tenue le 26 mars dernier à Genève, par sa décision de maintenir la production à son niveau actuel, indique le souci croissant manifesté par les producteurs au sujet de l'épuisement rapide de leurs ressources pétrolières. Le secrétaire général adjoint de l'OPEP a indiqué que les réserves du Proche-Orient s'épuisent à un taux beaucoup plus rapide que la moyenne. Toutes les études effectuées par l'OCDE, la CEE, et l'Agence internationale de l'énergie indiquent le risque très sérieux d'une insuffisance physique de l'offre pétrolière pour les années 1981 - 1983. D'après l'AIE, le déficit potentiel de l'offre pourrait atteindre 4 à 12 barils/jour en 1985. Plusieurs pays de l'OPEP (Algérie, Libye, Koweït et Emirats arabes unis) ont dû adopter ces dernières années des mesures de limitation de la production et de conservation des gisements. Pendant des années les pays impérialistes, par le biais des grandes compagnies pétrolières, ont exploité sans discernement les gisements les plus rentables à court terme, comme ceux du Moyen-Orient. Même avant les mesures de nationalisation prises par les pays de l'OPEP, les compagnies ne consacraient que 1,5 % de leurs bénéfices à l'exploration pétrolière dans ces pays, préférant investir ailleurs comme en mer du Nord, afin de diversifier leurs sources d'approvisionnement. Les investissements de recherche étaient financés avec les profits réalisés sur les pays producteurs. Plus de 80 % des recherches pétrolières sont effectuées dans les pays développés dans lesquels les probabilités de découvertes sont faibles (régions déjà largement explorées) et les coûts élevés. Pour 480 000 puits d'exploration forcés aux Etats-Unis depuis le début de l'industrie pétrolière, jusqu'en 1975, 154 milliards de barils de réserves ont été découverts.

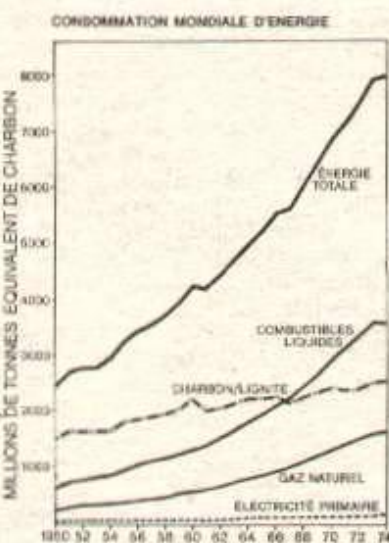
LE DOLLAR : OBSTACLE A UN MEILLEUR CONTRÔLE DES PRIX

La défense de la valeur nominale des prix ne sert à rien si la monnaie dans laquelle sont exprimés ces prix peut être manipulée par les pays capitalistes. Depuis l'année 1970, le dollar n'a pas cessé de se déprécier ; sa baisse n'a pas manqué de se répercuter sur les revenus pétroliers des pays producteurs.

Le maintien du pouvoir d'achat des producteurs suppose un constant réajustement du prix du pétrole selon la hausse des prix des produits manufacturés. Depuis la hausse importante décidée par l'OPEP en 73-74, les pays producteurs ont perdu environ 60 % de leur pouvoir d'achat réel, en raison de l'augmentation incessante des biens d'équipement qu'ils achètent aux pays industrialisés et en raison de la dépréciation du dollar. La hausse du pétrole de 14,5 % décidée pour 1979 ne suffisait donc pas à rattraper le manque à gagner des produc-

teurs. Même avec la récente décision de l'OPEP prise à Genève d'appliquer en totalité cette hausse à partir du 1^{er} avril 1979, sans attendre l'échéance impartie, on est encore loin du compte. Nicolas Sarkis, directeur du Centre arabe d'études pétrolières et conseiller de l'OPEP, a déclaré récemment :

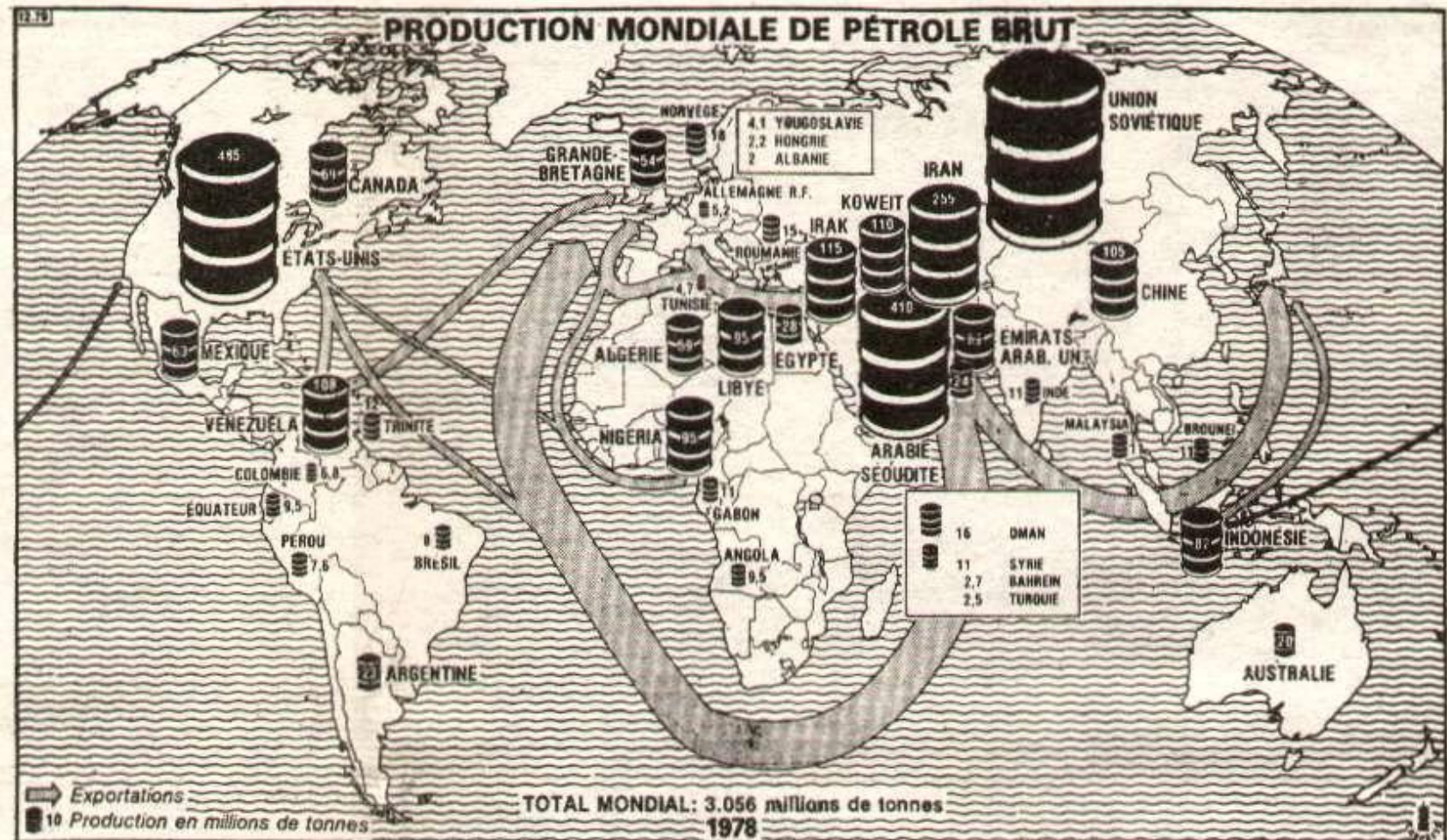
«Aujourd'hui, les pays de l'OPEP doivent, pour acheter le même produit ou la même quantité de produits dans les pays industrialisés, exporter au lieu d'un baril en 1974, 2 et même 3 barils». La question de remplacer le dollar par un panier de monnaies a été soulevée pour la première fois en 1975 par certains producteurs :



Iran, Koweït, Qatar, Arabie Saoudite. Ce projet qui n'est jamais véritablement entré en application, (le dollar remontant au bon moment), consiste à calculer le prix du pétrole sur la base de DTS (droits de tirages spéciaux), composé pour 1/3 du dollar, et pour les 2/3 restants, de grandes monnaies européennes, l'avantage étant de réduire sensiblement le rôle du dollar. D'autre part, l'abandon de la parité du dollar pour fixer le prix du brut, et son remplacement par un panier de monnaies, pourrait recevoir un accueil favorable de l'Europe qui cherche elle aussi à se dégager de l'emprise du dollar au moyen du système monétaire européen.

LA SPECULATION DES COMPAGNIES REMISE EN CAUSE

Le président en exercice de l'OPEP et ministre du pétrole des



Emirat arabes unis, Al Oteiba, a dénoncé à Abou Dhabi le 4 mars dernier, les «compagnies pétrolières qui réalisent des bénéfices exagérés». Profitant de l'arrêt, puis de la baisse de la production iranienne, certaines compagnies ont choisi de diminuer leur livraison de 10 à 20 % au même

moment (alors que des stocks supérieurs à la normale permettaient de satisfaire la demande), créant ainsi une pénurie artificielle pour faire monter les prix en flèche, comme ils l'avaient fait en 1973. De plus, les compagnies viennent d'être autorisées à ramener leurs stocks de 90 à 75 jours de

consommation, ce qui favorise la spéculation. Un baril vendu 13,34 dollars par l'OPEP, atteint 25 dollars sur le marché libre de Rotterdam ! La panique est entretenue par les grands trusts pétroliers qui annoncent une diminution de leurs livraisons. B.P. n'exécute que 45 % des commandes. Esso dimi-

ner ses livraisons de 10 % et Shell de 15 %.

A la dernière réunion de l'OPEP, les pays producteurs ont vivement réagi contre cette recrudescence de la spéculation et ont exprimé leur volonté d'organiser la production en se fixant des plafonds de production. Les pays producteurs se sont mis d'accord à Genève pour maintenir leur production au niveau actuel, malgré les pressions des USA sur certains producteurs (Arabie Saoudite et Venezuela), pour obtenir qu'ils pallient à l'absence du pétrole iranien en augmentant leur production. La solidarité des pays producteurs a ainsi joué en faveur de l'Iran, dont aucun autre producteur n'a cherché à prendre la place. De même la décision prise par l'Iran de traiter directement avec les compagnies (suppression du consortium) et de vendre son pétrole au plus offrant a été bien accueillie par les autres pays producteurs. Un porte-parole de l'OPEP l'en a félicité : «Ceci montre, a-t-il indiqué, que les pays membres de l'OPEP peuvent passer outre les compagnies pétrolières et pénétrer directement sur le marché». Les tentatives de l'impérialisme pour exploiter la crise iranienne en divisant le front des pays producteurs ont atteint un but contraire à celui recherché, car elles sont venues rappeler le poids pris par l'OPEP, et ont amené les pays producteurs à prendre à nouveau conscience de leur force face à l'impérialisme.

Le cartel des «7 sœurs»

Ce sont les grandes compagnies qui dominent le raffinage et la distribution des produits pétroliers. Elles sont au nombre de sept (les «majors») : B.P., Shell, Mobil, Exxon (Esso), Texaco, Gulf et Chevron. Les «sept sœurs» figurent parmi les douze plus grandes sociétés industrielles du monde. Leur puissance économique est plus grande que bien des Etats : la société Exxon a un chiffre d'affaire équivalent à 60 % du budget de la France. Certaines de ces multinationales du pétrole préparent leur reconversion en investissant dans le nucléaire et dans le charbon.

Les PTT et le Tiers-Monde

Extraits d'un texte donné à résumer aux candidats à l'emploi d'agent d'exploitation des PTT, branche «Service Général», lors du concours du 1^{er} avril 1979. Ce texte n'est «ni à commenter, ni à critiquer» précise la direction des examens dans une note aux candidats :

«La technologie récemment transférée des pays industrialisés vers les pays en voie de développement est venue aggraver en quelques années la concurrence. La crise que connaît l'Europe occidentale dans l'industrie navale, le textile, la sidérurgie, celle qu'elle va connaître pour les machines-outils, n'a pas d'autres origines... «Les pays industrialisés qui n'ont pas ou peu de matières premières ni d'énergie... dépendent du marché international et de toutes les pressions politiques ou de prix, pour les acquérir». «Une bonne partie des réserves minérales est détenue par un petit nombre de pays qui peuvent être tentés, comme cela s'est déjà produit pour le pétrole, d'en faire un instrument de domination sinon d'exploitation des pays consommateurs...»

L'aide de l'OPEP aux autres pays du Tiers-Monde

Les nombreuses tentatives impérialistes pour diviser le Tiers Monde en pays riches en matières premières et pays pauvres qui formeraient un soi-disant «quart monde» ont été rejetées par l'ensemble de ces pays. Au plus fort de ces tentatives de division, à l'occasion de la conférence Nord-Sud de 1975, le ministre algérien des Affaires étrangères avait clairement exprimé ce refus : «Il est dangereux de tenter d'aider à promouvoir au rang des pays industrialisés, les quelques puissances énergétiques, dans le but inavoué de les isoler de leur base naturelle : le Tiers Monde». L'aide importante accordée par les pays producteurs aux autres pays du Tiers Monde plus défavorisés, est là pour illustrer cette solidarité.

Les pays de l'OPEP consacrent une part de leurs revenus beaucoup plus importante que celle des pays développés à l'aide du

Tiers Monde : 3,7 % du PNB contre 0,38 % pour les pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique, qui regroupe les pays capitalistes développés). Cette aide a été accordée à des pays du Tiers Monde, pour la plupart moins avancés économiquement tels que : la Jordanie, l'Egypte, le Maroc, la Syrie, le Yémen du Nord, le Yémen du Sud, ainsi que l'Afghanistan, le Pakistan, l'Inde, le Soudan, la Tunisie et la Turquie. L'Iran a été un des premiers pays à adopter une importante politique d'aide à l'extérieur, dès que ses revenus pétroliers ont augmenté sensiblement. En 1974, l'Iran a consacré une dizaine de milliards de dollars au financement d'aide à l'extérieur, soit l'équivalent du plan Marshall (aux prix des années 50) ! Cette aide a pris la forme de dons ou de prêts à long terme et à faible taux

Organisation des Pays Producteurs de Pétrole : quelques dates

1960 : Création de l'OPEP à l'initiative du Venezuela, de l'Arabie Saoudite, du Koweït, de l'Irak et de l'Irak.

1964 : Accord sur la fiscalité pétrolière à la conférence de Djakarta : augmentation de 6,25 % de la taxe payée par les compagnies.

1965 : L'OPEP est reconnue par le Conseil économique et social des Nations Unies.

1968 : Création de l'Organisation des pays arabes producteurs de pétrole.

1971 : Les accords de Téhéran (15 février) et de Tripoli (20 mars) fixent à 2,5 % l'augmentation annuelle du prix du pétrole. Le 13 avril, l'Algérie nationalise à 51 % ses gisements de pétrole, et à 100 % ceux du gaz et crée la compagnie nationale Sonatrach.

1972 : L'Irak crée l'Irak Petroleum Company.

1973 : Pour la première fois, le pétrole apparaît comme une arme politique : la guerre d'octobre amène les pays arabes à décider un blocus pétrolier contre les USA et la Hollande, en raison de leur appui à l'Etat sioniste. Le 16 octobre, l'OPEP décide d'augmenter le pétrole brut de 70 %.

1974 : A dater du 1^{er} janvier, le prix du baril d'arabe léger est porté à 11,65 dollars, soit 4 fois plus qu'au 1^{er} octobre 1973. De 1956 à la fin de 1970, le pétrole n'avait pratiquement pas augmenté, créant une diminution importante du pouvoir d'achat des pays producteurs, car les biens d'équipement achetés aux pays occidentaux ont augmenté dans des proportions importantes pendant la même période. (L'inflation qui se répercute sur le prix des produits industrialisés représente la moitié de cette augmentation).

1975 : Remise en cause du dollar comme unité de compte dans le calcul des prix pétroliers, l'idée d'adopter à sa place des DTS (unité monétaire prenant en compte le cours de plusieurs monnaies) est émise.

1976 : Au début de l'année, le Koweït prend le contrôle complet de Kuwait Oil Co en octobre, Qatar fait de même avec Qatar Petroleum Co et Shell de Qatar.

1977 : 20 décembre, conférence à Caracas : décision de «geler» momentanément le prix du pétrole.

1978 : Réunis en juin à Genève, les ministres des pays exportateurs décident de poursuivre la «gel» des prix. Le 16 décembre, au sommet d'Abou Dhabi, les membres de l'OPEP décident une hausse globale de 14,5 % du prix du brut, répartie sur toute l'année 1979.

1979 : 26 mars, les 13 ministres des pays producteurs réunis à Genève, décident une augmentation de 9 % à compter du 1^{er} avril, soit une avance de 6 mois sur l'augmentation prévue en octobre.

La CEE et l'OPEP

A la suite des demandes formulées par l'Arabie Saoudite, au nom de l'OPEP, afin d'organiser rapidement une concertation active entre producteurs et consommateurs, le conseil européen tenu à la mi-mars dernier, s'est exprimé favorablement sur cette proposition, bien qu'aucun engagement concret n'ait été pris, si ce n'est que la France a été désignée pour prendre contact avec les pays producteurs. La crise iranienne a montré avec plus d'acuité la dépendance pétrolière quasi totale de l'Europe (contrairement aux deux superpuissances qui sont les deux premiers producteurs mondiaux de pétrole) envers l'OPEP. C'est dans ce cadre que les Neuf avaient été amenés, sous la pression des pays producteurs de pétrole, à prendre des positions communes sur la question du Moyen-Orient, qui affirmait la nécessité de tenir compte des intérêts du peuple palestinien.

Frank ROUSSEL

Par comparaison, 2 000 puits seulement forcés au Proche-Orient, ont

POLITIQUE

Les enjeux du congrès de Metz

Le congrès qui se tient ce week-end à Metz se présente dans une situation où l'unité de la majorité sortante a éclaté à la suite de la défaite de la gauche aux législatives. C'est le moment que choisit Rocard pour lancer son offensive.

L'objectif se situe clairement à l'horizon des présidentielles de 1981. Rocard, se sentant le vent en poupe, vise l'investiture du PS. Il met en accusation l'«archaïsme» du langage du PS. Pour lui, il convient de dire plus ouvertement qu'un gouvernement de gauche devrait mener une politique d'austérité; le PS devrait, dans ses rapports avec le PCF, faire preuve d'une plus grande fermeté: il aurait dû refuser, par exemple, la revendication du SMIC à 2 400 F. Levée de boucliers de Mitterrand et de ses proches, qui parlent de remise en cause de la ligne d'Epinay. Le CERES se fixe comme ennemi principal la tendance Rocard, qu'il qualifie de «gauche américaine». Que peut-il sortir de ce congrès?

Les problèmes qui se posent au PS constituent un véritable casse-tête. Il est, électoralement parlant, le premier parti de France, mais n'a pas d'espoir de parvenir au gouvernement dans un proche avenir, et doit en passer, d'une façon ou d'une autre, par une alliance inconfortable avec le PCF. La définition des termes de cette alliance n'est pas simple: les rapports avec le PCF se situeront dans des termes d'apre concurrence au moins jusqu'aux présidentielles. Les élections européennes, et probablement la campagne pour le premier tour des présidentielles de 1981, verront s'affronter durement les deux partis de gauche, néanmoins condamnés à s'entendre. D'ici là, il s'agira pour chaque parti de tenter de renforcer sa propre influence, en concurrence avec son partenaire.

Si le PS avait pu effectuer sa poussée sur la base d'une alliance avec le PCF et d'un programme commun de gouvernement, il lui faut à présent trouver autre chose qu'un accord programmatique improbable. Concrètement, il lui faut présenter un projet politique propre, qu'il lui est difficile d'annoncer clairement, attendu qu'il n'est pas fondamentalement différent de celui de la droite au pouvoir. Faut-il dès lors «parler vrai», comme le dit Rocard, c'est-à-dire tenir un langage plus ouvertement favorable à une politique d'austérité, ou s'en tenir, comme Mitterrand, à des références à un programme commun défunt qui a été conclu avant la crise?

Dans les débats qui déchirent actuellement le PS, Mitterrand, au vu des derniers votes des fédérations, part avec une longueur d'avance. 40 % des mandats pour sa motion, un appui probable de la plupart des mandats de la motion Defferre, qui a obtenu près de 8 % des mandats. Presque la majorité pour seul donc. Mais cela ne suffit pas; on imagine mal un congrès à l'issue duquel Rocard, Mauroy, et le CERES se retrouveraient ensemble dans la minorité du parti. Mitterrand composera, soit avec le CERES, soit avec Mauroy seul, soit avec Mauroy et Rocard. Quel que soit le cas de figure qui sortira de ce congrès, la nouvelle équipe dirigeante sera, de toute façon, profondément divisée. Ce qui ne mettra pas le PS en bonne position quant à son image auprès des électeurs et à ses rapports avec son partenaire de gauche.

Le congrès du parti socialiste qui se tient à Metz ces vendredi, samedi et dimanche, verra la consécration du rôle de Mitterrand, la seule incertitude qui règne concernant les alliances qu'il passera pour gouverner son parti. Il pourra présenter à ce congrès un bilan positif du renforcement du PS qui, malgré la défaite de la gauche, est devenu, électoralement parlant, le premier parti de France.



Congrès du PS: un débat compliqué!

D'EPINAY A METZ, UN NOUVEAU VISAGE POUR LA VIEILLE SOCIAL-DÉMOCRATIE

Epinay: la résurgence

Le congrès d'Epinay, tenu en juin 1971, a remis sur ses rails le vieux parti social-démocrate vermoulu, qui avait au fil des années perdu toute assise dans les masses, et, ce qui est le plus important pour lui, toute influence électorale. Aujourd'hui, l'orientation définie à ce congrès constitue une référence obligée pour l'ensemble des militants du PS, des leaders du PS, toutes tendances confondues. Qu'en est-il de cette orientation?

A l'époque où il se tient, la vieille SFIO est en train de couler. Son passé de grenouilles dans les eaux usées de la IV^e République, sa politique de répression des luttes ouvrières et des peuples des colonies, l'ont profondément discrédité. Son soutien à de Gaulle en 1958 (Guy Mollet est un des rédacteurs de la constitution de 1958) a contribué à accélérer le mouvement.

La SFIO se retrouvant dans l'opposition, elle tente de ragner le terrain perdu, en soutenant aux présidentielles de 1965

la candidature de Mitterrand, qui est lui-même passablement compromis dans les affaires de la IV^e République, mais qui, tout de même, n'avait pas approuvé le retour de de Gaulle en 1958. A la suite de cette élection, la SFIO s'allie avec le parti radical et la Convention des institutions républicaines de Mitterrand pour constituer la Fédération de la Gauche démocrate et socialiste. Elle tente de s'ouvrir aux centristes d'opposition (Lecanuet), mais cette tentative échoue, essentiellement du fait du refus des centristes. La Fédération de la gauche obtient un peu moins de 19 % des voix aux législatives de 1967 et conclut un accord de désistement réciproque avec le PCF. La FGDS éclate en mai 1968.

Au moment des élections présidentielles de 1969, la SFIO apparaît toujours comme un parti de notables, compromis jusqu'au cou dans toutes les combines politiciennes de la bourgeoisie, et hésitant dans ses alliances entre un accord avec le PCF et la solution de «troisième force» chère à la IV^e République. La candidature Defferre apparaît comme exprimant le mieux cette

Nous retraçons quelques-unes des étapes de la résurrection de la social-démocratie, la plus décisive étant le congrès d'Epinay de 1971, qui a mis à l'écart la vieille garde SFIO au profit de Mitterrand qui pouvait s'engager dans la recherche d'une alliance avec le PCF. Nous envisageons les problèmes qui se posent aujourd'hui à ce parti à l'occasion de ce congrès.

centristes, le PS décide de rompre avec la tactique de troisième force, et de s'engager dans la conclusion d'un accord de gouvernement avec le PCF. Ce qui l'amènera, l'année suivante, à conclure le programme commun de la gauche, qui constituera la base de sa progression électorale continue depuis.

L'élimination progressive de la direction du PS des membres de la vieille garde SFIO, la rupture des alliances socialo-centristes dans les municipalités, la reprise du slogan de mai 1968 «changer la vie», ainsi que du thème ambigu de l'autogestion, vont amplifier l'image de gauche de ce parti, qui va dès lors se renforcer tant en nombre d'adhérents qu'en influence électorale. De 70 000 adhérents revendiqués en 1970, il est passé, selon ses chiffres, à 140 000 en 1975, à 180 000 aujourd'hui. Sa progression électorale est constante: les 5 % de Defferre sont vite oubliés. Sa ligne d'alliance avec le PCF lui permet de compter 19,20 % des voix aux législatives de 1973, et 21,9 % aux cantonales de la même année. Mitterrand, candidat unique de la gauche en 1974, échoue de peu devant Giscard.

Les cantonales de 1976 lui donnent 26,6 % des suffrages. Les municipales de 1977 voient une poussée de la gauche dont il est le principal bénéficiaire. Les législatives de 1978 lui sont moins favorables qu'il ne s'y attendait, mais les 22,58 % des suffrages qu'il a obtenus continuent à lui assurer la suprématie au sein de la gauche. Les cantonales de mars 1979 constituent un succès indéniable pour lui: les 26,96 % obtenus viennent à point pour Mitterrand qui peut aborder le congrès en position de force.

Parallèlement à ce renforcement de son audience électorale, il marque des points à l'intérieur de la CFDT, en jouant sur l'extension de son influence électorale. L'opération des «assises pour le socialisme» de 1974, rassemblant dans le PS des dirigeants CFDT, (ainsi que Rocard et ses amis politiques) confirme l'influence du PS dans une partie de l'appareil de la confédération. Aujourd'hui, parmi les tendances du PS, ce sont principalement la tendance Rocard et le CERES qui disposent d'une implantation dans la confédération.

Des contradictions toujours vives

L'alliance avec le CERES, dont les thèses sont proches de celles du PCF, était nécessaire à Mitterrand au congrès d'Epinay, pour faire pièce à la vieille garde SFIO. Elle devient inutile et encombrante au congrès de Pau, en 1975. A ce congrès, le CERES se trouve exclu de la majorité du parti, et n'a plus de représentants au secrétariat, qui dispose du pouvoir réel au sein du PS. La même majorité, regroupant Mitterrand, Mauroy, Rocard maintient le CERES dans l'opposition lors du congrès de Nantes, en juin 1977. Si, à l'époque, Mitterrand fait adopter sa tactique de renégociations du programme commun, des désaccords existent déjà à ce moment au sein de la majorité sortante quant à la tactique à suivre. Après l'échec de mars 1978, les contradictions vont s'aviver.

Par François NOLET

solution de troisième force. Flanqué du revenant Mendès-France et de l'économiste distingué Priouret, il se ramasse une veste magistrale, obtenant 5,01 % des suffrages, à peine plus que Rocard (3,61 %), alors candidat PSU. La social-démocratie touche le fond. Il devient urgent pour elle, sinon de faire peau neuve, au moins de changer d'image.

Maison à rénover

Le congrès d'Epinay verra donc une partie de la SFIO et la Convention de Mitterrand tenter de ravalier la façade de la vieille maison, en éliminant la direction sortante menée par Guy Mollet et Savary. A l'issue d'un congrès fertile en péripéties, Mitterrand devient premier secrétaire du «nouveau» parti socialiste, en alliance avec le CERES, la tendance la plus favorable à l'union de la gauche.

Ce qui définit principalement l'orientation de ce congrès, c'est le choix du PS pour l'union de la gauche. Prenant en compte le bilan de ses alliances avec les

CONGRES DU PS

QUELQUES POINTS DE REPÈRE

Le congrès du PS, qui se tient ce week-end à Metz, s'organise autour de sept motions : celle de Mitterrand, qui a obtenu près de 40 % des mandats, celle de Mauroy (13,4 %), celle de Rocard (20 %), celle du CERES (14,5 %), celle de Defferre (7,8 %), de Pierret (3,5 %) et la motion féministe (0,3 %). Si l'on met à part les thèses du CERES, proches sur bien des points de celles du PCF, il n'existe guère entre les principales motions présentées que des nuances, toutes s'accordant pour prôner une politique social-démocrate, avec une référence obligée à

l'union de la gauche et à la «rupture avec le capitalisme».

Nous donnons les positions des principales motions sur quelques thèmes importants : l'union de la gauche, la «rupture», l'Europe, le fonctionnement du PS. Dans la présentation qui suit, nous avons négligé la motion Defferre, qui est largement artificielle, son utilité étant surtout de geler des voix en faveur de Mitterrand : ses auteurs reconnaissent d'ailleurs avoir «délibérément choisi de ne pas traiter les problèmes (...) qui sont exposés dans

toutes les autres motions pour faire un texte plus court, centré sur quelques problèmes seulement». Nous ne tenons pas compte non plus de la motion Pierret, qui a obtenu 3,5 % des mandats et n'aura donc pas de représentants au comité directeur, non plus que de la motion féministe qui, outre sa très faible audience (0,3 %) ne prend pas position sur l'ensemble des problèmes politiques, ne s'attachant qu'aux problèmes spécifiques des femmes.

F.N.

	Union de la gauche	La «rupture avec le capitalisme»	l'Europe	Le fonctionnement du parti
Mitterrand	L'union, quels que soient les obstacles dressés devant elle par l'état-major du PC, reste une nécessité (...). L'alliance à droite sous couvert de troisième force est évidemment exclue (...). Il n'est donc qu'une méthode : créer une situation à laquelle le parti communiste ne pourra échapper. Pour cela, pas de secret : les socialistes doivent tenir bon (...), engager des actions communes utiles aux travailleurs (...). Mais en même temps, les socialistes diront haut la vérité sur les manquements du PC (...).	Notre objectif n'est pas de moderniser le capitalisme ou de le tempérer mais de le remplacer par le socialisme (...). Personne ne croit au grand soir ? Ce n'est pas une raison suffisante pour renvoyer le socialisme aux calendes grecques. Ce sera long ? Raison de plus pour commencer dès l'avènement du gouvernement de la gauche et pour atteindre dans les trois mois, comme l'a prévu notre programme, des seuils décisifs.	(Le PS) affirmera que la règle de l'unanimité nécessaire à toute révision du traité de Rome reste sa loi (...). Favorable — conformément au programme commun — au renforcement des pouvoirs de contrôle de l'Assemblée européenne, le PS n'entend pas accroître les compétences de l'Assemblée par réduction des compétences des parlements nationaux (...). SUR L'ELARGISSEMENT Le PS considère qu'aucune condition n'est à poser à cet élargissement sur le plan politique (...). Par contre, sur le plan de l'intégration économique et essentiellement au regard de l'Espagne, nous avons énoncé trois préalables de ratification. (...)	Le congrès confiera au futur comité directeur le soin d'établir des règles plus strictes de discipline. Notamment, le parti devra disposer, en plus du Premier secrétaire, de porte-parole habilités à rendre compte des décisions prises. Il n'appartient pas aux postes de radio et aux chaînes de télévision de les choisir (...). La collégialité à tous les niveaux suppose que les secrétaires nationaux se considèrent d'abord comme au service du parti, et non au leur ou d'une fraction. Les manquements à cette règle devraient comporter leur retrait.
Mauroy	On ne refait pas l'union en agissant comme si rien ne s'était passé avant et après mars 1978. On ne peut plus revenir désormais à la situation de 1972 (...). Nous devons préciser les nouveaux fondements d'une union de la gauche (...) en ouvrant le débat avec l'ensemble des forces sociales et politiques anticapitalistes, constitutives de l'union des forces populaires, afin de faire apparaître les convergences sur des thèmes d'action et des perspectives de transformation sociale. En engageant le débat avec le parti communiste à tous les niveaux.	Cette démarche suppose que soient évitées en permanence deux fausses routes : la première est le mythe du grand soir ; il ne peut exister de rupture instantanée (...). La seconde fausse route est celle de l'économisme : notre volonté politique ne peut être subordonnée aux contraintes de l'économie. (...) Les socialistes affirment le principe de la prééminence du plan sur le marché (...). Mais le plan ne peut, comme c'est actuellement le cas dans les pays du bloc soviétique, dominer complètement le marché (...).	L'Europe est plus que jamais, avec l'élection au suffrage direct de l'Assemblée de la communauté, une dimension nécessaire de l'action des socialistes (...). Au sein de l'Assemblée européenne, les élus socialistes français (...) œuvreront pour que cette assemblée, forte de la légitimité accrue que lui donnera son élection au suffrage universel direct, exerce la totalité de ses prérogatives en matière de contrôle budgétaire de budget et des décisions communautaires.	Dans chaque section locale doit être prévu un responsable à l'implantation dans les entreprises. Dans chaque fédération un secrétaire fédéral sera plus spécialement chargé de l'animation du secteur d'entreprise (...). Parce que nous sommes un parti politique, ce sont les fédérations qui sont notre centre de décision politique pour tout ce qui concerne l'implantation dans les entreprises.
Rocard	Il n'existe pas d'autre stratégie possible, d'autre alliance politique envisageable pour porter les espoirs du monde du travail. Mais il est non moins clair que l'union de la gauche devra prendre d'autres formes, s'appuyer sur d'autres rapports de forces, non seulement sur le plan électoral, mais sur le terrain social, dans les entreprises et les cités.	Il n'y aura pas de rupture avec le capitalisme sans une transformation profonde des rapports sociaux, des structures de pouvoir et du modèle de développement et de consommation qu'il véhicule. Il n'y aura pas de transformation des rapports sociaux sans une rupture avec les rapports hiérarchiques et autoritaires, sans rupture non plus avec le patriarcat. (...) Qui peut imaginer sérieusement qu'un projet aussi vaste puisse être l'affaire de cent jours, de trois mois ?	L'Europe des travailleurs (...) implique une stratégie de confrontation et de dialogue avec l'ensemble des forces qui représentent le monde du travail. Ce travail avec les social-démocrates d'Europe du Nord (...) peut débiter sur des points d'accord pour apporter une réponse commune aux problèmes concrets posés par la crise (...). Le congrès devra apporter une réponse positive au récent appel du parti communiste italien proposant un renforcement des relations entre l'ensemble des forces de gauche en Europe.	Il n'est pas de parti démocratique sans collégialité. C'est aussi la condition de l'unité. (...) (Le PS) a eu la chance d'avoir à sa tête un fédérateur qui a su maintenir l'attelage, mais qui se trouvait par là-même investi d'une autorité quasi discrétionnaire (...). Pour assurer une véritable liaison entre le parti et le monde ouvrier, il faut, notamment, donner aux travailleurs de la production des facilités leur permettant d'assurer des responsabilités.
CERES	Le PS doit être le levier qui ramènera le PCF à une ligne unitaire. Pour remplir ce rôle (...) il devra se transformer lui-même profondément (...). Il faut lancer dès le congrès de Metz et devant le pays une «déclaration d'unité», qui rappelle le caractère irrévocable de notre choix de l'union et en réaffirmera les bases : (...) conclusion le moment venu d'un accord de gouvernement et gouvernement commun sur la base de cet accord.	La nationalisation du crédit et des grands groupes capitalistes est l'instrument nécessaire d'une stratégie autonome de développement (...) Desserrer les «contraintes extérieures» et retrouver une marge de manœuvre par rapport au marché mondial ; assurer la cohérence interne par une redistribution importante des revenus et des richesses, tels devraient être, dans cette perspective, les axes d'une nouvelle politique économique.	L'Europe du traité de Rome est actuellement dominée par la puissance économique d'une Allemagne que son passé récent, sa position précaire au centre de l'Europe, ses intérêts soudent encore pour longtemps aux Etats-Unis (...). Ce rééquilibrage de nos relations extérieures (avec l'entrée des pays de l'Europe du Sud, NDLR) peut déterminer un nouveau rapport avec l'Allemagne fédérale.	Actuellement, le nombre des participants (du comité directeur), la durée réduite des sessions et les mauvaises méthodes de travail ne permettent pas un véritable débat. Il est nécessaire de restituer au comité directeur son rôle d'organisme dirigeant du parti. (...) 25 % du budget d'intervention doivent être consacrés à ce secteur (le secteur entreprise, NDLR).

Clôture du congrès de la FNSEA

La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles vient de clore son congrès à Deauville. L'ordre du jour des travaux comprenait l'examen de la loi-cadre pour l'agriculture dont l'objectif essentiel est de rendre l'agriculture française compétitive, avec la perspective d'un excédent de la balance commerciale agricole. Les dirigeants de la FNSEA étaient acquis à cette idée de l'importance de la relance des exportations agricoles, qui impli-

que la mise sur pied d'exploitations concurrentielles, donc une concentration accrue dans l'agriculture.

Quelques contradictions avec la politique gouvernementale sont apparues dans le cours des débats. Debattise estime insuffisante la dévaluation de 5,12 % du franc vert, obtenue à la suite des négociations sur le système monétaire européen. Les congressistes ont également critiqué l'attitude de la Grande-Bretagne dans les institutions communautaires, l'utilisa-

tion de son droit de veto aboutissant à repousser à fin juin la fixation des prix agricoles européens. La FNSEA revendique une hausse des prix agricoles de 8 % pour l'année en cours.

Notons qu'à l'issue du congrès, Debattise a annoncé qu'il quittait la présidence de la Fédération, la raison en étant sa candidature en bonne place sur la liste de l'UDF aux élections européennes.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

● Edmond Maire et le congrès du PS

Le secrétaire général de la CFDT a évoqué le prochain congrès du PS. Selon lui, ce parti «n'a pas cherché à combler les insuffisances de la gauche sur les véritables réponses à apporter à la crise». Il a estimé que «la grande faiblesse du PS, malgré son électoralat ouvrier, c'est d'être un parti où les militants d'origine ouvrière ne sont pas à l'aise. Ils ne peuvent accéder aux postes de responsabilité. Cela est d'autant plus regrettable que le mouvement ouvrier français a besoin d'un grand parti socialiste en prise sur les luttes sociales, et qu'il est donc souhaitable que des militants syndicalistes s'engagent politiquement dans ce sens».

URSS, PRISON DES PEUPLES

Les dernières mesures répressives des autorités soviétiques ont révélé toute l'ampleur du problème national en URSS. Le 6 mars 1979, Mustapha Djemilev, leader des Tatars de Crimée, est condamné pour la 5^e fois à 4 ans de rélégalation après avoir déjà passé 10 ans des 35 années de sa vie dans le goulag. Peu après, l'historien ukrainien Melnik s'est trouvé accusé au suicide après une perquisition du KGB. Fin janvier, on apprenait l'assassinat de trois patriotes arméniens fusillés sous la fausse accusation d'un attentat à la bombe dans le métro de Moscou. L'un d'entre eux, Stepan Zadikjan, appartenait au PUN, parti national arménien qui revendique le droit à l'indépendance pour l'Arménie.

Dans les textes officiels, on lit que le rapprochement des peuples d'Union soviétique donne nais-

sance à «une communauté nouvelle de portée historique»: «Le peuple soviétique». Et on peut aussi lire dans la presse: «En Union soviétique, les nationalités s'assimilent réciproquement; l'assimilation nationale fera disparaître les caractéristiques de chaque république fédérée et la disparition des traits distinctifs des républiques fédérées et des républiques autonomes conduira à l'intégration complète de toutes les nationalités sur le plan du droit national». Cette «assimilation», cette «intégration», pour les peuples d'Union soviétique, elles portent un autre nom, «RUSSIFICATION»: l'impossibilité progressive de parler dans sa langue nationale, de se référer à sa culture nationale; la négation pure et simple de leurs droits nationaux pour les peuples déportés ou rayés de la carte des nationalités; le pillage

économique particulièrement flagrant dans les républiques d'Asie Centrale au nom «d'un système hautement développé de division du travail parmi les républiques fédérées»; le Goulag et aujourd'hui la peine de mort pour ceux qui décident de s'organiser pour lutter contre l'oppression nationale.

Nous avons déjà publié dans les colonnes du Quotidien du Peuple, des documents émanant de ces premiers groupes organisés. Nous présentons aujourd'hui, en nous appuyant sur ces documents clandestins du Samizdat et sur les quelques éléments que laissent transparaître les statistiques officielles, une première approche de la question nationale, telle qu'elle se pose dans l'URSS d'aujourd'hui redevenue «la prison des peuples» qu'avait abattue la Révolution bolchévique.

LA RUSSIFICATION CULTURELLE

Assimilation linguistique

A en croire les autorités soviétiques, les différentes nationalités «ont choisi volontairement le Russe comme langue commune pour les échanges et la coopération entre elles». Et, dans le cadre de cette «communauté nouvelle de portée historique», comme le dénonce le comité Helsinki ukrainien dans son mémorandum N° 2: «Le vice-président de l'Académie des sciences de l'URSS a même inventé une nouvelle langue «pansoviétique», et évidemment, ce n'est pas une nouvelle sorte d'Esperanto, c'est simplement cette même langue russe».

La réalité est toute autre: en fait de «choix volontaire», les peuples des républiques non russes se trouvent, dans les faits, dans l'obligation de parler le Russe.

En Lituanie, «il est presque impossible dans certains bureaux de se faire comprendre en Lituanien, par exemple à la gare de Vilnius, dans certains bureaux de poste... Certains représentants de l'administration et de la presse ont commencé à parler de bilinguisme. Mais que faire si, en Lituanie, il devient impossible de se faire comprendre en Lituanien?». (Comité Helsinki lituanien).

En Arménie, d'après le Comité Helsinki arménien: «Le Russe est la langue dans tous les organismes gouvernementaux, culturels et économiques, de même que dans les instituts de recherche scientifique. Ceci malgré l'article 119 de la Constitution de la RSS d'Arménie qui stipule que l'Arménien est la langue officielle de la République. Toute la documentation (les rapports économiques ou les documents scientifiques) est en Russe. Le seul moyen d'accès à la culture mondiale est le Russe. L'on décourage toute tentative de traduction». Dans un autre texte: «Au niveau de la vie quotidienne: toutes les feuilles de paye sont rédigées en Russe, la plupart des spécialistes parlent Russe, de même que la majorité des émissions de radio et de télévision».

En Bachkirie, république autonome incorporée à la république de Russie, «l'emploi de la langue tataro-bachkire en présence, ne fut-ce que d'un seul Russe est considéré comme une insulte. Dans la plupart des cas, les représentants de la nation russe exigent qu'on ne parle que le Russe en leur présence. Cela s'applique aux réunions officielles, aux conférences, etc...».

Pire, encore, quand la disparition de la langue nationale résulte aussi d'une répression féroce. Le Comité Helsinki ukrainien rapporte les propos du prisonnier politique Massioutko dans un camp en 1967: «Si quelque voyageur, au mépris de toutes les interdictions, réussissait à pénétrer dans les camps pour prisonniers politiques de Mordovie, il serait extrêmement étonné: ici, à des milliers de kilomètres de l'Ukraine, il entendrait parler à chaque pas l'expressive langue ukrainienne, dans tous les dialectes de l'Ukraine contemporaine. Chez ce voyageur surgirait

sûrement la question: que se passe-t-il en Ukraine? Des troubles? Une insurrection? Comment s'explique la présence parmi les prisonniers d'un pourcentage aussi élevé d'Ukrainiens, atteignant 60 et même 70%? Si ce voyageur devait se retrouver ensuite en Ukraine, il pourrait se convaincre immédiatement qu'il n'y a, en Ukraine, ni insurrection, ni troubles. Mais alors, il se poserait une nouvelle question: pourquoi dans les villes ukrainiennes entend-on si rarement la langue ukrainienne, alors qu'on l'entend parler partout dans les camps pour les prisonniers politiques?».

Fermeture des écoles nationales

Le principe de l'éducation en langue nationale a été remplacé, en 1958, par celui du «libre choix», ce qui permet, suivant les républiques, de remplacer les écoles nationales par des écoles russes, ou de rendre le Russe obligatoire dans certaines matières, ou dans les filières scolaires longues.

En Arménie: «Chaque année, on ferme une école arménienne et on en ouvre une russe à Erevan. C'est devenu un handicap pour un enfant de poursuivre sa scolarité à l'école arménienne (...). Il en est de même en ce qui concerne la qualité des études: les jardins d'enfants et les écoles russes reçoivent beaucoup plus d'aide du gouvernement que les écoles arméniennes, leur personnel est hautement qualifié».

En Bachkirie, toutes les écoles

nationales des villes ont été supprimées en quelques années, et c'est maintenant le tour des écoles rurales. «En ville les jardins d'enfants nationaux ont été réduits à néant. Dans notre ville d'Oufa qui compte un million d'habitants, il ne reste plus que deux ou trois jardins d'enfants nationaux, servant d'ailleurs plus à des fins de démagogie politique et pour la vitrine qu'autre chose. Aujourd'hui dans les garderies, c'est devenu le mode que les parents se fassent rappeler par les éducatrices et les surveillantes: «Vous n'avez pas à parler à votre enfant dans votre langue maternelle!». Et si quelqu'un objecte, on exerce une pression psychologique sur l'enfant, tandis que le parent est accusé d'immaturité politique».

Négation de la culture nationale

Les littératures nationales ne sont pas rééditées ou sont censurées. Les monuments de la littérature russe sont présentés comme modèles destinés à l'humanité toute entière.

En Ukraine, on s'oppose de toutes les façons, ou même on interdit la «journée Chevtchenko», consacrée à l'écrivain qui symbolise la pérennité de la langue et la résistance ukrainienne à la Russie tsariste.

Des chorales nationales sont dissoutes. Partout la radio diffuse de moins en moins de programmes nationaux.

En Bachkirie: «Traditionnellement, la radio a toujours donné



Les quinze Républiques socialiste soviétiques et leurs capitales
1. Capitale de République — 2 Capitale nationale

des concerts matinaux en langue bachkire. Néanmoins, après le 50^e anniversaire de l'URSS, le temps d'émission a été abrégé. Bien plus, on s'est mis à inclure de plus en plus souvent dans le répertoire, des chansons russes que nous entendons déjà bon gré, mal gré, du matin au soir, sur de nombreuses longueurs d'onde: des chansons dans lesquelles reviennent tout le temps les expressions: plaine russe, boulevards russes, beauté russe, hiver russe...».

Falsification de l'histoire

Le pouvoir soviétique manipule sans complexe l'histoire particulière de chaque nation: on ne parle guère que des personnages, des mouvements, des forces qui furent favorables au rapprochement avec la Russie, l'histoire de chaque nation est confondue avec celle de son rattachement à la Russie.

En Arménie, le génocide de 1915 perpétré par le gouvernement turc est presque totalement ignoré dans les programmes des écoles arméniennes, sa commémoration ne fut autorisée pour la première fois qu'en 1965.

En Bachkirie: «(...) Il y a beaucoup de cas d'agression par les chauvinistes russes contre des groupes de nationalités non russes dans le lieu de villégiature. Par exemple, à Oufa, près du monument au héros national Salavat Youlaev, des jeunes Russes armés de bâtons, de couteaux, ont dispersé un groupe d'étudiants tatars et bachkirs qui chantaient des chants nationaux, jouaient de l'accordéon et dansaient le soir».

(Salavat Youlaev, poète et chef de l'insurrection nationale en Bachkirie lors de la guerre des paysans au XVIII^e siècle a été condamné au bagne à vie par le pouvoir tsariste). Pour refuser aux Tatars le droit de revenir en Crimée, on publie même des «théories scientifiques» disant que «les Scythes sont les ancêtres des Russes, la Mer Noire, une mer russe». En même temps, on détruit toute trace de la présence des Tatars en Crimée, on rebaptise les villages...

Joëlle FÉCLAZ

Dans notre prochaine édition

LE SAMEDI SANGlant
DES OUVRIERS UKRAINIENS
DE NOVOTCHERKASK



Juin 1978, manifestation à Paris en hommage au poète ukrainien Chevtchenko et contre la tentative de l'ambassade soviétique de s'approprier son souvenir.



MARCHAIS PREPARE LES ELECTIONS EUROPEENNES... A LA REUNION

Le premier discours prononcé par Marchais à Sainte-Suzanne (Saint-Denis de la Réunion) reflète un mépris affiché pour la situation du peuple réunionnais. C'est à un véritable meeting électoral en vue de préparer les élections européennes auquel Marchais a convié les Réunionnais. La contribution du PCF au combat anticolonial réside pour ce parti dans « la fusion des votes métropolitains, des Réunionnais et des électeurs des DOM-TOM ». Tout le discours de Marchais s'est efforcé de faire avaler l'idée que la participation des Réunionnais aux élections européennes contribuerait à leur « libération ». Les arguments successifs du PCF pour tenter de mobiliser les Réunionnais n'ont pas convaincu. Marchais évoquera principalement le danger de la concurrence européenne qui menacerait la France et ses répercussions sur l'île, se plaçant en cela en tant qu'ardent défenseur de l'impérialisme français. Selon le PCF, les Réunionnais doivent voter pour le dirigeant du PCR, le parti révisionniste réunionnais, Paul Vergès, placé en quatrième position sur la liste du PCF aux élections européennes. Ainsi, selon Marchais, les habitants de la Réunion contribueront à faire obs-

tacle à une intégration plus poussée de la France dans l'Europe, qui risquerait d'aggraver la concurrence entre pays européens, donc de menacer « l'existence de toute l'industrie réunionnaise ». L'industrie réunionnaise n'existant pas, il s'agit en réalité pour le PCF de défendre les intérêts de l'impérialisme français. « Nous luttons pour que les accords du Marché commun avec les pays tiers préservent les intérêts de la Réunion et de tous les départements et territoires d'outre-mer » prétend le PCF, mais la meilleure défense des intérêts des peuples colonisés serait, contrairement au statut d'autonomie, de défendre l'indépendance de ces pays et non de les considérer comme une chasse gardée de l'impérialisme français.

LE CANDIDAT DE MARCHAIS DESAVOUE PAR L'OUA

Marchais défend le soi-disant Parti communiste réunionnais, dont il place un dirigeant sur sa liste aux élections européennes, mais les peuples d'Afrique connaissent la réalité de cette organisation. En février dernier au cours d'une réunion de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), la commission de

La visite qu'effectue actuellement Marchais à la Réunion est l'occasion pour le PCF de rappeler ses positions sur l'autonomie des colonies « dans le cadre de la République française ». L'Humanité reproduit dans ses éditions de mercredi et de jeudi les discours de Marchais à Saint-Denis de la Réunion où il a longuement entretenu les Réunionnais des problèmes qui, selon lui, les préoccupent telle que l'élection des députés au Parlement européen, élection dans laquelle le PCF présentera le secrétaire général du parti révisionniste réunionnais : Paul Vergès, sur sa liste. Autre sujet abordé par

décolonisation qui examinait la question de l'indépendance de la Réunion a refusé d'écouter le rapport de Paul Vergès sur l'autonomie et a préféré entendre le rapport présenté par le secrétaire général de l'OCMLR (Organisation communiste marxiste-léniniste de la Réunion), Sinamalé, partisan de l'indépendance de la Réunion. Rejeté en Afrique, le parti révisionniste réunionnais va tenter sa chance aux élections européennes. D'autre part, ce parti est actuellement en perte de vitesse, y compris sur son terrain de prédilection : celui des élections organisées par la bourgeoisie française. La baisse de son audience lui a d'ailleurs fait perdre le conseil général de la Réunion.

Tout en se faisant le défenseur de l'impérialisme français face aux aspirations à l'indépendance du peuple réunionnais, Marchais n'a bien entendu pas manqué, concernant l'Océan indien, de réaffirmer des positions

d'alignement sur la superpuissance soviétique.

«ZONE DE PAIX OU «PAX SOVIETICA» ?

C'est dans son deuxième discours à la Réunion prononcé à Sainte-Suzanne, que Marchais a présenté son analyse de la situation internationale et plus particulièrement de la situation dans l'Océan indien. Pour lui, la course aux armements et les dangers de guerre qui en découlent, sont le fait exclusif des Etats-Unis et de quelques puissances secondaires. De même en ce qui concerne ceux qui empêchent l'Océan indien de devenir une « zone de paix », il n'est nulle part question de l'URSS qui, pourtant, ne cesse de renforcer sa présence militaire dans cette région du monde. Disposant de nombreuses bases de mouillage dans l'archipel de Chagos, près de l'île de Socotra etc... et de bases d'amarrage permanentes le long de la côte africaine,

Marchais : la situation internationale de la détente et du «renforcement de la paix» ; le PCF reconnaît néanmoins « que des foyers de tensions, de zones d'affrontements » subsistent dans de nombreuses régions du monde. Reprenant à son compte en le dénaturant, la revendication des pays non-alignés de faire de l'Océan indien une « zone de paix », le PCF critique à juste titre la présence des bases militaires américaines et françaises mais il omet systématiquement de dénoncer la présence croissante de l'URSS, notamment de la flotte qui mouille dans de nombreux ports de l'Océan indien.

de même que d'installations portuaires et aériennes à Umm Qasr, en Irak et à Aden, au Yémen du Sud, l'URSS pénètre de plus en plus dans l'Océan indien. Le PCF a beau jeu de ne parler que des bases militaires américaines et en particulier de celle de Diego Garcia, et des installations militaires françaises, car les points d'ancrages soviétiques ne sont pas à proprement parler des bases militaires, mais des points de mouillage, qui cependant ont la même fonction. La présence navale soviétique qui était passée de 529 jours en 1968 (début de la présence de la flotte soviétique dans l'Océan indien) à 2 487 jours en 1973, n'a cessé de croître depuis.

Lorsque Marchais exige, dans ce contexte, « la garantie de libre circulation dans les détroits », on sait à quoi s'en tenir : il rejoint en cela les préoccupations de Moscou qui, traditionnellement opposant à la revendication des pays du Tiers-Monde pour porter leurs

eaux territoriales à 200 miles, réclame le « libre accès » aux détroits pour sa flotte de guerre en pleine expansion. C'est le cas, on le sait, par exemple, pour le détroit de Malacca, en Asie du Sud-Est, décisif pour les approvisionnements énergétiques du Japon et qui peut jouer un rôle de premier plan pour permettre à la marine militaire soviétique de relier rapidement le Pacifique à l'Océan indien. « Il est en effet urgent, a déclaré Marchais, que soit mis un terme à l'escalade militaire qui se développe dans cette région du monde ». Urgent, en effet, mais encore faut-il ne pas masquer, comme le fait Marchais, le rôle de fauteur de guerre, joué dans cette partie du monde — fortement peuplée et recelant d'immenses réserves en matières premières — par la superpuissance soviétique qui essaie de supplanter ses rivaux occidentaux.

Frank ROUSSEL

ESCALADE DE LA REPRESSION AU PEROU

C'est dans le cadre d'une conférence de presse qui a eu lieu jeudi matin à la librairie du Centre des pays de langues espagnole et portugaise à Paris, organisée par le Front péruvien, que l'avocat syndicaliste, Barrantes, président de l'UDP, a lancé un appel à la solidarité des travailleurs français pour dénoncer les conditions de vie actuelles et l'escalade de la répression à laquelle les travailleurs péruviens sont soumis.

La junte militaire actuelle a choisi la solution de l'approfondissement de la misère, la généralisation de la famine, l'escalade de la répression pour affronter la crise économique en fonction des diktats du FMI.

Alors que le peuple péruvien est soumis depuis quatre siècles déjà à la domination, ce programme

d'austérité pèse actuellement sur l'ensemble des travailleurs des villes et des campagnes d'une façon particulièrement aiguë.

Le taux de chômage et de sous-emploi atteint 50 % de la population ac-

tive, l'inflation est telle que l'indice des prix a augmenté de 500 % entre 1973 et 1979, tandis que les salaires réels ont diminué de 2 400 à 1 607 soles.

Le Front péruvien a fait état des luttes qui se dé-

veloppent dans différents secteurs, notamment à la Coopérative agraire de production du Nord du Pérou, où une grève a commencé. Les paysans de Piura Alta luttent pour récupérer leurs terres. Ainsi plus de 200 000 familles ont occupé des terres dans les coopératives de « José Maria Aiguedas » et « Luis Sanchez Cerro » dans la province de Morropou.

L'avocat Barrantes a évoqué le développement du mouvement populaire et des travailleurs des secteurs urbains et paysans : « Ainsi, dit-il, la grève des mineurs, qui a commencé le 9 janvier dans les régions minières de Toquepala et du centre du pays continue jusqu'à aujourd'hui, causant la perte de deux millions de soles par jour à l'entreprise étrangère. Le gouvernement a déclaré depuis deux ans l'état d'urgence dans ces

régions, et par conséquent la suppression de tous les droits démocratiques d'information et de liberté de presse. Aujourd'hui 200 mineurs sont retenus dans les prisons et soumis à la torture ». Puis il a ajouté : « Nous cherchons à rallier les syndicats du Pérou et des autres pays qui appartiennent à la même firme, ceci permettant aux travailleurs de connaître les différents niveaux d'exploitation et de développer la solidarité des travailleurs ».

Barrantes a dénoncé aussi le décret-loi du code de justice militaire qui a été promulgué récemment et par lequel toute personne critiquant la gestion des ministres, fonctionnaires, militaires ou représentants civils est passible de prison !

Ainsi, la junte montre son intention d'éliminer « légalement » les travailleurs en lutte.

Un appel du Front péruvien

Le Front péruvien communique que Arizaparia et Zanabria, accusés d'appartenir au supposé EPP et d'avoir assassiné un policier, et qui sont menacés de la peine de mort, ont commencé une grève de la faim en compagnie de tous les prisonniers politiques de la prison de Lurigauchio à Lima. Ils se trouvent dans un état de santé grave.

La suspension de la peine de mort dépend de la pression que peut exercer la solidarité internationale. Un appel est lancé pour que toute personne envoie des câbles et télégrammes de protestation au président de la junte militaire.

Front péruvien
c/o Nicolette Larivière - 75 006 - Paris
Paris le 3 avril 1979

FASCISTES ET EUROPE

Le Front national regrette que ses collègues du PFN aient décidé seuls de présenter une liste aux élections européennes sous le titre d'Eurodroite. A défaut d'un accord entre les formations d'extrême droite, le Front national va tenter de présenter sa propre liste, qui s'intitulera liste d'Union française pour l'Europe des patries.

**Achetez
Le
Quotidien
du Peuple
chaque jour
dans le
même
kiosque**

A LIVRES OUVERTS

Adolescente pendant la guerre d'Algérie

C'était à l'armée, il n'y a pas si longtemps. J'étais de garde, et il fallait accompagner chaque camion de livraison qui rentrait dans la caserne. Le chauffeur m'a parlé de l'armée : les brigades, la discipline stupide, on n'en fiche pas une rame. Il avait fait la guerre d'Algérie, dans les parachutistes. «Et vous avez tiré sur les Algériens ? Vous avez combattu les Algériens ?» : il n'a pas voulu répondre.

Si l'on a envoyé toute une génération en Algérie, si l'armée française campe en Afrique depuis maintenant plus d'un siècle et demi, ce n'est pas précisément pour enlever des perles. Tortures, massacres, viols, déportations : c'est la monnaie courante des armées coloniales.

Virginie Buisson était fille de gendarme, en 1956, dans les montagnes de l'Atlas. On ne parlait encore que «d'événements» : les fellaghas coupent des poteaux électriques, tendent des embuscades sur la route. Les colons les plus éloignés se replient sur le village. La gendarmerie est transformée en fortin. Des convois militaires passent. Puis c'est un régiment qui s'installe. «Un sergent et quatre soldats ont emménagé sur la terrasse au-dessus de ma chambre. Ils ont planté des binoculaires et un fusil-mitrailleur. Je monte les rejoindre. J'observe avec eux les gens du douar.» Le 13 mai, les colons sont en liesse. La politique de «pacification» commence, vite suivie par les opérations militaires généralisées, la torture systématique, la déportation de villages entiers. «Les caves étaient pleines de prisonniers, ils passaient leurs mains à travers les barreaux et réclamaient de l'eau. Parmi eux, il y a peut-être ceux qui ont coupé le sexe des soldats de Bousken». Qui les a éventrés, pour quelle colère ? Et les quinze cercueils alignés dans le jardin de l'église et le mépris des Européens et les enfants morts de faim dans un gourbi adossé à la ferme d'un colon. La vérité éclatait. Bien-tôt, le père de Virginie sera muté à Aïn-Taya, au bord de la mer, à 30 kilomètres d'Alger.

«La guerre n'existait plus». Elle revient, on n'y échappe pas en fermant la radio. C'est le putsch d'Alger, les attentats de l'OAS, le départ des Français.

Pour Virginie, le temps de la guerre aura aussi été celui de son adolescence. De même qu'elle décrit l'état d'esprit des colons, des gendarmes, des soldats du contingent, elle parle d'elle-même, avec franchise et pudeur. Pas plus qu'elle ne tait la torture, elle ne tait la beauté des paysages, ni les moments de fraternité ou de tendresse qu'elle a trouvés. Il n'y a pas un mot en trop dans son récit.

Ici, on ne trouve pas beaucoup de vrais livres sur la guerre d'Algérie. Dans neuf cas sur dix, ce sont les fascistes qui se vantent. Maintenant, seulement, les gens se mettent à parler. // a

fallu que j'attende le film de René Vautier, «Avoir vingt ans dans les Aurès», pour comprendre de quoi se rendaient coupables mes amis à l'automitralleuse, et mes copains pilotes de T6. Ces T6 à dents de requin que je regardais évoluer comme on regarde un meeting aérien.» Ecoutez-les.

L'ALGERIE
OU LA MORT DES AUTRES
Virginie Buisson
Ed. La Pensée Sauvage - 29 F

Jean-Paul GASCHIGNARD



extraits

«Sur le moment j'ai cru que quelqu'un s'était fait mal.

Mais les femmes se sont mises à rire. Les enfants ont arrêté leurs yeux. Quelqu'un a déploré que les caves ne soient pas mieux isolées et que les interrogations se fassent l'après-midi.

Les cris sont devenus prières.

Les femmes ont rangé leur tricot, déplacé leur chaise et se sont installées plus loin. Les enfants ont suivi.

Mes frères ont continué à jouer avec des fourmis. C'était juste après la sieste. Le sirocco s'était calmé ; il restait la chaleur de la terre et la poussière rouge sur les murs.

A l'heure du goûter, sa mère nous a rentrés. Elle a fermé les fenêtres sur les cris.

Le lendemain, j'ai demandé à un petit berger ce que voulait dire «Bouyoukh».

Il m'a dit : «Papa».

(...)
Je suis arrivée chez toi, j'ai frappé, la porte s'est ouverte d'un coup, tu m'as regardée, tu es devenu très pâle, tu m'as secouée, tu m'as dit : «Qu'est-ce que tu fais là ? Rentre à Aïn-Taya».

Je me suis mise à trembler, à claquer des dents. Tu m'as serrée contre toi à me faire mal, tu as pris un pistolet, tu l'as mis dans la poche de ta chemise, tu m'as dit : «Viens, je te raccompagne».

Tu descendais l'escalier en courant, je trébuchais derrière toi, tu as pris ma main, tu marchais vite, j'avais du mal à te suivre.

J'ai aperçu un autre corps par terre, tu as dit : «Regarde le ciel».

Devant nous, un petit garçon d'une dizaine d'années aux cheveux très courts sautait à cloche pied dans le caniveau.

Deux hommes en vespa sont arrivés derrière nous, ils nous ont dépassés doucement, le plus jeune a sorti un pistolet, a visé, le ventre du petit garçon a éclaté sur les vitrines.

Des gens se sont mis à courir.

Tu m'as repoussée contre un porche.

Ils sont revenus, ils ont dit : «Laisse-le crever, c'est un raton».

Tu as regardé la blessure.

Ils sont arrivés tout près, tu es tombé devant moi, le sang a giclé de ta gorge, tu n'avais plus de regard.

Je ne sais pas combien de temps je t'ai gardé dans mes bras, des gens sont passés, nous ont évités, le sang faisait une tâche brune sur ma robe, une patrouille s'est arrêtée, ils t'ont posé à l'arrière du camion, ils m'ont forcée à t'abandonner.

J'ai entendu un bateau qui partait, j'ai vu un couloir marron, crasseux, j'ai rampé sur le carrelage».

(p. 57 et p. 103 - 104)

C'est la dignité des hommes qui s'expriment dans ces pages

«En pays lointain» est le deuxième recueil de nouvelles de Jack London, écrit au temps où le grand écrivain se contentait d'apporter au récit d'aventures une vérité et une franchise qui étaient jusqu'alors ignorées. On retrouve ses thèmes à cette époque : l'extrême dureté du climat du Grand Nord, la lutte acharnée pour survivre. L'introduction de Francis Lacassin dit que Jack London a introduit la femme dans le roman d'aventures. La plupart de ces nouvelles mettent en effet en scène des femmes dans des rôles où elles affirment leur ténacité, leur courage et leur indépendance. Et la plus significative semble celle où Sitka Charley, l'indien Siwash, découvre, au cours

d'une longue randonnée en plein hiver, l'amour de sa femme, qu'il pressentait, amour réprimé, étouffé, masqué par la cruauté de la culture primitive des Indiens. Passuk meurt sur la route, elle a marché, préparé la nourriture, elle a rogné volontairement sur sa part, elle a refusé de donner à manger à son frère qu'ils ont croisé dans le silence et lui, Sitka Charley, souhaite mourir aussi. «Sitka Charley a vécu avec honneur parmi les hommes, et jamais il n'a manqué à sa parole. Ne tient-il donc plus compte de cet honneur, pour prononcer de vaines paroles près du Carrefour du Caribou ? Ne se souvient-il plus de ceux de Forty Mile, qui lui ont donné le meilleur de leurs provisions et

la fleur de leurs chiens ? Jusqu'ici Passuk n'a cessé d'être fier de son homme ; qu'il se lève, chausse ses raquettes et parte, s'il ne veut perdre son estime».

Au milieu des caprices meurtriers de la nature, à travers les contacts souvent tout aussi meurtriers entre les blancs chercheurs d'or, éclaireurs du système marchand sur cette terre perdue, et les Indiens, où, malgré les différences de race, les préjugés ou comme ici les «coutumes anciennes», c'est la dignité des hommes qui s'exprime dans ces pages.

EN PAYS LOINTAIN
Jack London
UGE 10/18
J.P.G.

Vient de paraître

LES AMERIQUES LATINES UNE HISTOIRE ECONOMIQUE par Guy Martinière aux Presses universitaires de Grenoble.

L'auteur anime un séminaire Amérique Latine à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble.

LES SYNDICATS ITALIENS ET LA POLITIQUE par Georges Couffignal préface de Bruno Trentin aux Presses universitaires de Grenoble.

Cet ouvrage retrace d'abord l'évolution du syndicalisme italien depuis 1945. Puis il donne un point de vue sur le rôle actuel du syndicat dans ses rapports avec le patronat, l'Etat, etc.

Bruno Trentin est secrétaire de la C.G.I.L. et membre du PCI.

L'ATELIER ET LE CHRONOMETRE par Benjamin Coriat aux éditions Christian Bourgois.

Essai sur le taylorisme, le fordisme, la production de masse.

LES REVOLTES LOGIQUES Cahiers du Centre de Recherches sur les idéologies de la révolte aux éditions Solin.

REIMPRESSIONS EN LIVRES DE POCHE

JE SUIS COMME UNE TRUIE QUI DOUTE Claude Duneton. Collection Points Actuels. Editions Le Seuil. 11 F

NOUVEAU GUIDE DU MILITANT Denis Langlois. Nouvelle édition entièrement mise à jour. Collection Points Politiques. Editions Le Seuil. 16 F.

UNE HISTOIRE ANCIENNE DE 1977

L'actualité devient parfois histoire, petite ou grande. C'est l'impression que donne le livre de François Loncle, dirigeant des radicaux de gauche, sur la rupture de l'union de la gauche, engagée dès le début de la réactualisation du programme commun, en mai 1977, et parachevée le 23 septembre 1977. Il n'y a pas deux ans, mais ça paraît loin, très loin. Comme tout livre d'histoire, celui de Loncle fournit quelques éléments nouveaux, intéressants dans la mesure où Loncle a participé de bout en bout aux négociations. Membre du MRG, l'auteur a une thèse : le PCF a délibérément choisi de rompre l'union de la gauche, peu désireux qu'il était de participer au pouvoir dans un rapport de forces peu favorable. Pourtant, au fil même de son récit, une autre explication apparaît : PS et PCF voulaient tous les deux parvenir au pouvoir, mais leur volonté d'obtenir le maximum de concessions de la part du «partenaire» a fait casser la corde... AUTOPSIE D'UNE RUPTURE LA DESUNION DE LA GAUCHE

De François Loncle
Editions JC. Simoën

La fin du Second Empire

S'interroger sur la manière dont la Commune fut socialiste répond à une exigence : savoir comment le premier pouvoir prolétarien a tenté de résoudre la question sociale. Quelles solutions étaient possibles ? A-t-il modifié les rapports de production ? En fait il s'agit de savoir en quoi la Commune était socialiste.

Malgré plusieurs crises économiques, l'Empire a vu s'épanouir la vie industrielle en France, aux mains d'une bourgeoisie âpre qui exploite un prolétariat de plus en plus nombreux. A Paris, qui compte environ 600 000 ouvriers, la tendance à la concentration est nette et certaines entreprises comptent plus de 1 500 à 2 000 ouvriers (entreprise de mécanique CAIL à Grenelle, Raffinerie Say dans le 13^e, l'orfèvrerie Christofle, les chemins de fer).

L'A.I.T., DE PROUDHON A MARX

Face à une bourgeoisie de plus en plus prospère, le mouvement ouvrier s'organise. Créé en 1864, l'Association internationale des travailleurs est d'abord aux mains des proudhoniens qui proposent l'association ouvrière de production financée par des banques mutualistes comme réponse au capitalisme, en écartant les femmes de la production.

Mais cette influence est bientôt battue en brèche par des ouvriers plus conscients que la solution doit être trouvée dans la collectivisation des moyens de production et la lutte politique : Varlin, Duval, et d'autres exigent non pas une modification de la société capitaliste, mais sa destruction. Marx et les blanquistes, chacun de leur côté, dénoncent les petites coopératives ouvrières élitistes qui continuent le capitalisme. Les organisations ouvrières se multiplient : sociétés de secours mutuel, qui se transforment en caisses de résistance, associations de production, associations de consommation (Varlin et Nathalie Lemel créent des restaurants coopératifs : la Marmite), sociétés ouvrières (tailleurs, fondeurs en fer, mégisiers, etc...) on en compte une centaine à Paris en 1870), dont 60 adhérents à la chambre fédérale et 20 à l'AIT représentaient 20 à 30 000 affiliés.

Cette chambre fédérale des sociétés ouvrières s'organise sous l'impulsion de Varlin (décembre 1869).

QUATRE MOIS DE GREVE

La révolte des travailleurs s'exprime par des grèves, parfois sanglantes, à Aubin, Elbeuf, au Creusot, en Alsace et à Paris. En particulier la grève des ouvriers fondeurs conduite par Duval dure 4 mois, obtient gain de cause et reçoit le soutien d'ouvriers de Hambourg... en pleine guerre franco-prussienne ! A cette occasion l'ensemble des ouvriers fondeurs adhèrent en bloc à l'AIT.

Au cours des dernières années de l'Empire, des blanquistes sont entrés massivement dans l'AIT — c'est le cas de Duval — et font sauter les dernières apparences qui pouvaient subsister, chez les proudhoniens, entre combat social et combat politique. La répression tombe lourdement sur les militants contre lesquels l'Empire s'acharne à coups de procès. L'AIT et le mouvement ouvrier (mars 1866-décembre 1867-mai 1868 et juillet 1870) qui essaient, avec beaucoup d'illusions, de repousser la guerre impérialiste qui oppose la France à la Prusse, se rallient à la Défense après le 4 septembre, dupés par les républicains bourgeois.

LA COMMUNE DE 1871, OU L'INITIATIVE AU PEUPLE



LES OUVRIERS EN MOUVEMENT

POUR LA REQUISITION DES MOYENS DE PRODUCTION

Bien qu'après l'investissement de Paris, la production ait diminué et que beaucoup d'ouvriers se retrouvent dans la Garde nationale, le mouvement ouvrier n'en continue pas moins de se développer. Dès la mi-octobre l'AIT essaie de réorganiser ses forces durement mises à l'épreuve par la répression de la fin de l'Empire et par la guerre qui a dispersé ses membres ; ses sections se reconstituent parfois avec un aspect franchement politique : le « club républicain démocratique et socialiste du XIII^e arrondissement », héritier du comité de vigilance conduit par Duval, adhère le 25 novembre au programme de l'AIT. Mais les sociétés ouvrières ont beaucoup plus de mal à se reconstituer. Néanmoins, début novembre, la puissante chambre syndicale des mécaniciens se réunit à de nombreuses reprises pour « pratiquer la devise de l'Internationale : émancipation des travailleurs par eux-mêmes » et demande avec Avrial au gouvernement « le droit de faire réquisitionner tous ateliers et toutes matières premières nécessaires à la fabrication des armes, et aussi la remise par le trésor de toutes les sommes nécessaires ». Un traité est passé avec ledit gouvernement ; une « société anonyme à capital variable des ouvriers de la métallurgie » est créée rue Saint-Maur (XI^e) avec l'aide financière des travaux publics et du maire du XI^e, le banquier progressiste Mottu, qui animait sous l'Empire la société « le Crédit au travail ». 80 associés répartent des fusils, soutenu par 5 000 ouvriers souscripteurs. Ce sera un échec car les capitalistes prêteront à 17 % d'intérêt. Quoi qu'il en soit, cette expérience préfigure en partie ce qui se passera sous la Commune avec le décret du 16 avril.

Début 1871 le moral n'y est pas à l'AIT, qui participe sans y croire aux élections législatives de février, en présentant des candidats socialistes révolutionnaires, avec la chambre fédérale des sociétés ouvrières et le comité central des vingt arrondissements. En février, beaucoup d'internationaux ne veulent pas

se compromettre avec le comité central de la Garde nationale qui conduit le mouvement de masse. Cependant certains de ses membres et non des moindres, tel Mortier, Varlin, Lacord, se font déléguer et impriment des conceptions de plus en plus socialistes, à tel point que les masses populaires confondent bientôt les deux organisations qui siègent ensemble à la Corderie.

Les travailleurs s'émancipent eux-mêmes

Léo Frankel, ouvrier bijoutier hongrois, devenu délégué de la commission du travail et de l'échange, définira ce que doit être la politique de la Commune : « La Révolution du 18 mars a été faite par la classe ouvrière. Si nous ne faisons rien pour cette classe, je ne vois pas la raison d'être de la Commune ». Voici pourquoi l'AIT et la chambre fédérale des sociétés ouvrières se sont ralliés le 23 mars au Comité central de la Garde nationale (dont une moitié des membres sont de l'AIT) pour appeler les travailleurs à voter pour la Commune, qui « pourra assurer l'ordre sur de nouvelles bases, réorganiser le travail » dans le sens de « l'émancipation des travailleurs ». Le comité central ne disait-il pas dès le 19 mars souhaiter « une république avec toutes ses conséquences » ? Le JO n'expliquait-il pas que les prolétaires, « ceux qui produisent tout », voulaient « travailler à leur émancipation » ?

UNE INFLUENCE GRANDISSANTE

La Commune une fois en place, les internationaux se chargent de la commission du travail et de l'échange installée au ministère des Travaux publics, rue Saint-Dominique, avec les Malon, Theiz, Frankel, Avrial, Bertin, etc... Leur influence va sans cesse grandir, car ils sont les représentants de l'AIT, qui se reconstitue vigoureusement (la police, délirante, indique le chiffre de 60 000 internationaux).

Bornons-nous à souligner que de nouvelles sections de l'AIT, (les sections Duval, Flourens, acacias, Stephenson...) se créent 34 chambres syndicales et 47 associations de productions ouvrières. L'AIT dispose d'un journal, *La Révolution politique et sociale* de Nostag et d'autres feuilles communardes. *Le Proletaire, La Sociale, Le Réveil, Le Cri du Peuple* lui prêtent leurs colonnes.

La commission du travail avec sa « commission d'initiative » va s'atteler à une double tâche, qui peut sembler contradictoire (mais il faut penser à l'impératif militaire) : d'une part elle relance l'activité économique en reprenant les marchés passés sous le gouvernement bourgeois avec les industriels et en créant des bourses du travail dans chaque arrondissement ; d'autre part elle entreprend avec les chambres syndicales, de rassembler les projets socialistes des travailleurs, afin de s'emparer avec eux de secteurs de la production.

LA SANTE DES OUVRIERS BOULANGERS

Elle ne se contente pas de « chercher », comme l'a écrit Lissagaray, mais elle choisit nettement le camp du peuple dans toutes les mesures qu'elle étudie et propose (liquidation du mont-de-piété, suppression des amendes dans les ateliers...).

On le voit particulièrement lorsque sur sa proposition, inspirée par des revendications pressantes de la « base », la Commune décrète le 20 avril la suppression du travail de nuit pour les ouvriers boulangers. Une sévère lutte de classes s'engage dans Paris entre les ouvriers de la chambre syndicale et les patrons boulangers alliés à des ouvriers adhérents d'une société mutualiste réactionnaire. Les patrons affirment que ce décret est « nuisible à la santé des ouvriers que l'on prive de la fraîcheur des nuits » !

« SOUSTRAIRE LE TRAVAIL A L'EXPLOITATION »

Mais c'est surtout avec le décret du 16 avril, adopté en fin de séance sur proposition

d'Avrial, que la Commune s'engage dans une politique vraiment socialiste. Ce décret, qui prévoit un recensement des ateliers abandonnés en vue de les céder aux associations ouvrières, soulève d'enthousiasme le mouvement ouvrier, qui, par ses syndicats, multiplie les réunions à ce sujet. Les coupeurs de chaussures estiment de leur côté qu'il faut d'abord vaincre militairement. Les ouvriers mécaniciens s'adressent à tous les travailleurs en disant : « Voici une des grandes occasions de nous constituer définitivement et enfin de mettre en pratique nos études patientes et laborieuses de ces dernières années ». Les ouvriers tailleurs renchérissent : « Jamais occasion plus favorable n'a été offerte par un gouvernement à la classe des travailleurs ».

Bertin, le 14 mai, expliquera que « favoriser le développement des associations existantes, c'est provoquer la formation de nouvelles (...), soustraire le travail à l'exploitation du capital ».

LES MECANICIENS CONTROLENT LES FABRIQUES

Sur le plan pratique, pour réaliser cette coopération généralisée qui supprimera le patronat, les autorités révolutionnaires et les communards des quartiers vont multiplier enquêtes et perquisitions. Le sous-comité du XI^e établit des formulaires de recensement pour « les ateliers ouverts abandonnés ». La « société des ouvriers fondeurs en fer », fondée le 15 avril par cette corporation, s'installe dans cet arrondissement rue Saint-Maur, pour fabriquer des obus chez un ancien patron de Duval, et aussi, dans les ateliers Brosse dans le XV^e, association devenue réactionnaire. Non loin d'elle, l'association des ouvriers métallurgistes est réactivée par la corporation des mécaniciens, fer de lance du mouvement ouvrier avec ses 12 000 syndiqués, le sous-comité du XI^e et la Commune. Elle répare, fabrique des obus. Les mécaniciens contrôlent par ailleurs 20 fabriques dans Paris. Tout cela procède de l'élan que prend le mouvement ouvrier en mai. On se syndique jusque chez les concierges. Le 18 mai, « la commission d'enquête et d'organisation du travail », composée de travailleurs des deux sexes, convoque sa deuxième assemblée générale. L'AIT qui est « en permanence » se réunit le 20 pour renforcer ses liens avec la Commune. Beaucoup d'ouvriers ne font plus la différence. Un policier prétend que l'Internationale veut s'emparer de toutes les mairies. La bourgeoisie est paniquée. Le gros patron mécanicien Barriquant est même arrêté à cause des entraves qu'il met à l'application du décret du 16 avril. Le temps n'est plus éloigné où la proposition du 4 mai à la Commune de Vesinier : « réquisition (...) de tous les grands ateliers des monopoles, pourrait être suivie ».

La bourgeoisie sera sauvée par l'armée versaillaise qui entre dans Paris le 21 mai. Les internationaux qui s'étaient insurgés l'arme à la main les 31 octobre 1870, 22 janvier et 18 mars prouveront une fois de plus durant la semaine sanglante qu'ils sont des révolutionnaires conséquents en se battant aux barricades, à la tête des bataillons et des légions ou dans leurs rangs. Les Theiz, Varlin, Avrial, Frankel, Dimitrieff, Lemel et des tas d'autres moins connus combattront parfois ou souvent jusqu'au dernier souffle la vieille société.

Préparation du 23^e congrès du PCF

LA REVOLTE DE LA CELLULE PICASSO

La préparation du 23^e congrès est-elle terminée ? On serait tenté de le croire en constatant que dès ce week-end, de nombreuses conférences de section du PCF se tiennent, notamment en région parisienne. Les militants de base y éliront leurs délégués aux conférences fédérales, et après, selon la volonté de la direction, ils se verront totalement

dessais de toute possibilité de discussion, si toutefois ils n'ont jamais eu cette possibilité. Cette caricature de démocratie ne fait que renforcer le mouvement de critique, comme en témoigne la dernière en date des initiatives en ce sens, la publication par une cellule de Seine-Maritime d'un «autre» projet de résolution.

L'histoire de la cellule Pablo Picasso du lycée Prévost, à Montivilliers, est révélatrice de la crise qui secoue le parti révisionniste. Ses membres ne sont pas des oppositionnels, qui se réfèrent de longue date à la réflexion politique d'un Althusser ou d'un Elleinstein. Il s'agit d'enseignants, recrutés sur la base de la politique du PCF, et dont les points de référence, «la bonne période du PCF» disent-ils, se situe entre le Manifeste de Champigny et le 19^e congrès, c'est-à-dire entre 1968 et 1972.

Une cellule ordinaire, comme il y en a énormément dans le PCF, avec ses activités traditionnelles : collages en période d'élections, affichages de *L'Humanité* en salle des profs, militantisme syndical, etc...

Survient l'échec de mars 1978, et la déclaration immédiate du BP affirmant

qu'il n'y a qu'un seul responsable à cet échec : le PS. Du coup, la cellule Picasso s'interroge, réfléchit par elle-même, et tire ses conclusions : le PCF a aussi ses responsabilités dans l'échec, et il convient de tirer le bilan au cours d'un congrès démocratique. Stimulée par les textes d'oppositionnels, la cellule décide le 5 mai 1978 d'écrire au Comité central, par 8 voix pour, une contre, et une abstention. Réponse par l'intermédiaire de la «descente» d'un cadre fédéral dans la cellule : on en discutera au moment du congrès, mais pour l'instant, surtout pas de prise de position publique. Et la cellule se tait, mais ses membres n'en pensent pas moins.

Quand sera publié le texte préparatoire au 23^e congrès, en février, ils rédigeront un autre projet, dont ils demandent la parution dans *L'Humanité*. Réponse

par retour du courrier de Plissonnier en personne : c'est irrecevable, parce que ce n'est pas statuaire, et «parce que le contenu tend à remettre en cause des décisions prises par le 22^e congrès, décisions que le comité central a reçu mandat de mettre en application». En somme, les critiques ne sont recevables que pour autant qu'elles se situent dans le cadre du congrès précédent...

Du coup, la cellule Picasso se lance à son tour dans la contestation ouverte, en faisant éditer son «autre projet de résolution», à quelque 3 000 exemplaires. A ce jour, elle a reçu près d'une centaine de lettres de soutien.

Ainsi se forment et s'accroissent les contradictions dans le PCF, nourries par le centralisme bureaucratique en vigueur dans ce parti. Si parfois ces con-

traditions donnent naissance à une réflexion politique intéressante, il n'y a rien d'automatique. Ainsi la cellule Picasso, résolument hostile à la direction, reste-t-elle confinée dans les schémas étroits qui lui font considérer l'URSS comme un pays socialiste, l'Europe comme écrasée par l'alliance germano-américaine ou l'union avec le PS comme une donnée stratégique indispensable.

Mais l'histoire de la cellule Picasso montre que la crise du PCF ne touche pas seulement de petits groupes ayant des positions politiques nettement différentes de celles de la direction. Même des cellules, ou des militants, adoptant la problématique de la direction, sont amenés à devenir des «oppositionnels». C'est là un signe de la crise du PCF.

N.D.

● Libérez tous les inculpés du 23 mars !

Nouvelle manifestation jeudi 5 avril, pour exiger la libération des inculpés du 23 mars. C'est la deuxième de la semaine, après celle de mardi, malgré la volonté gouvernementale d'empêcher les manifestations dans le centre des villes.

Le soutien des profs par l'intermédiaire de leurs syndicats s'est très peu traduit sur le terrain. Quelques parents étaient là. Pendant que la moitié des manifestants attendaient place de la Nation, l'autre moitié tentait de les rejoindre, partis en cortège de la République.

Là, les flics les empêchaient de manifester sur la chaussée. Après les pourparlers, ils se sont contentés de leur céder les trottoirs, les encadrant étroitement jusqu'à la Nation.

Des mots d'ordre étaient scandés : «Descendez dans la rue, vous êtes tous concernés !», «Libérez tous les inculpés !», «Les casseurs, c'est les flics !». A la Nation, il fallut de longues négociations, y compris entre flics, qui n'étaient pas d'accord entre eux, pour que le cortège puisse se rendre à la Bastille.

● Giscard crève les écrans

Giscard a décidé de faire une apparition régulière sur le petit écran : une fois tous les deux mois, et pour une heure au moins. Ces émissions débuteront le 18 avril prochain sur A 2. On nous promet une nouvelle formule pour nous rendre attrayante la production de Giscard. Ces prestations présidentielles sont destinées, nous dit-on, à fournir des explications sur la situation en France, et à répondre «aux questions que se posent les Français». Un feuilleton dont on connaît déjà les épisodes...

● INCENDIE A FEYZIN

Un incendie s'est déclaré dans la nuit de jeudi à vendredi au centre pétrolier de Feyzin dans la banlieue de Lyon. Déclaré à la suite d'une

fuite de 50 tonnes de pétrole, le sinistre situé à proximité immédiate d'une cuve de 500 tonnes de produits pétroliers, a pu être maîtrisé au bout de quarante minutes par les pompiers.

● Angola : agressions sud-africaines, manœuvres de la flotte soviétique

Les racistes sud-africains multiplient actuellement les attaques contre les camps de réfugiés et les villages angolais pour tenter d'atteindre la guérilla du mouvement de libération de la Namibie, la SWAPO.

Un communiqué du gouvernement angolais annonce que ces raids ont fait de nombreuses victimes parmi les soldats angolais et la population civile. En même temps, la radio angolaise a annoncé qu'une importante escadre de la flotte soviétique faisait des manœuvres au large de l'Angola, le porte-avions Minsk a fait escale à Luanda, il a été visité par le président Neto. On annonce par ailleurs l'arrivée de plusieurs centaines d'*Instituteurs* cubains. Alors que, ces derniers mois, le gouvernement angolais avait tenté de se dégager de l'emprise soviétique, l'URSS et ses mercenaires cubains tentent actuellement de renforcer leurs positions en Angola en se présentant comme le seul rempart possible contre les agressions sud-africaines.

● Manufrance : les stocks contre un catalogue

Les stocks de Manufrance, l'entreprise stéphanoise qui connaît des difficultés économiques, ont été transportés dans des dépôts sous douane. Ainsi en a décidé le tribunal de commerce de Saint-Etienne, pour garantir un prêt à la manufacture. Celui-ci, d'un montant de 10 millions de francs, devrait permettre l'impression du catalogue, outil indispensable pour assurer la vente des produits de l'entreprise stéphanoise. Reste à trouver les fonds pour la fourniture des articles indispensables à la vente par correspondance. Mais cette mesure n'efface pas la situation économique catastrophique, et le tribunal envisage toujours la liquidation des biens. Le PDG actuel n'a toujours rien proposé pour rétablir la situation financière. De son côté, Neuwirth, député de la Loire, a annoncé à l'intersyndicale, que les pouvoirs publics envisageaient de participer à un redressement économique de la «vieille dame».

Appel pour une rencontre nationale des lycées et LEP Extraits

(...) Pour la deuxième fois dans l'année scolaire, le mouvement lycéen se développe.

(...) Dans les lycées et LEP en lutte, on ressent le besoin de faire le point sur l'action engagée, d'échanger les expériences avec les autres bahuts, avec les autres régions et de réfléchir aux questions essentielles qui se posent pour la rentrée :

- 1) Quels sont les projets de Beullac ?
- 2) Comment gagner contre les mesures Beullac ? Quelles formes de luttes, quelles actions faut-il développer ? Comment élargir le mouvement, condition indispensable pour faire céder Beullac ?
- 3) Quelle unité est possible avec les profs et les parents ? Comment les associer à notre lutte ?
- 4) Comment organiser nos luttes (assemblées générales, commissions, comités de grève...) ? (...)
- 5) Comment lutter contre l'avenir de chômage ? (...)

Une rencontre nationale des lycées et LEP en lutte et de ceux qui travaillent à mobiliser leurs bahuts va nous permettre de réfléchir en commun à ces questions.

Cette rencontre n'a pas la prétention de tenir le rôle d'une coordination nationale, représentative du mouvement lycéen et qui ferait des choix et prendrait des décisions engageant l'ensemble du mouvement lycéen. Par contre, elle peut nous permettre de préciser les perspectives de lutte pour la rentrée et peut constituer une étape dans le cadre d'une extension éventuelle du mouvement après les vacances de Pâques.

Pour faire connaître votre accord et votre participation à cette rencontre nationale, téléphonez au 508.82.87 (16.1) à partir du mardi 3 avril au vendredi 6 avril, tous les soirs entre 18 et 20 heures (à partir de samedi 14 heures, téléphonez au 209 93 22 (16.1)).

La réunion aura lieu à partir du samedi 7 avril à 14 heures jusqu'au dimanche après-midi.

Lieu : Place des fêtes, 9 rue du Pré-Saint-Gervais, Paris 19^e Métro : Place des Fêtes.

Appel lancé par : des élèves, des lycées et LEP en lutte de Mulhouse, du Val-de-Marne, de Belfort, de Grenoble,

et des lycéens du C.L.A.F. (Comité lycéen d'action de Fameck) Thionville, de Bergson et LEP - Jacquard (Paris 19^e), Ampère Bourges, Brossollette, LEP-Jacquard (Lyon), Arcachon (Gironde), Vitry, Augustin-Thierry (Blois).

Manifestation à Lyon : bus et métro gratuits pour les chômeurs !

Bus et métro gratuits pour les chômeurs, c'est la revendication que défendent les comités de chômeurs et les UD CGT et CFDT du Rhône lors de la manifestation organisée mercredi 4 avril à Lyon sur la ligne 3 des TCL (transports en commun lyonnais). De 15 heures à 16 heures, travailleurs actifs et privés d'emplois se sont rassemblés aux 7 principaux arrêts de la ligne pour informer la population du bien-fondé de cette revendication. En effet du fait qu'il n'y a qu'une seule offre d'emploi pour 20 demandeurs, ceux-ci sont obligés d'effectuer de nombreux déplacements. Or dans le département du Rhône, selon la CGT et la CFDT, pour 41 000 travailleurs privés d'emploi 21 000 n'ont aucune ressource et 20 000 seulement

touchent des indemnités très inégales minimales pour la plupart. Ainsi les chômeurs ne peuvent plus supporter les importantes dépenses de transport imposées par les difficultés de recherche d'emploi dont ils ne sont pas responsables. C'est pourquoi les chômeurs devraient obtenir cette mesure élémentaire de justice, la gratuité des transports en commun. Les comités de chômeurs et les UD CGT - CFDT ont demandé des entrevues à monsieur le directeur des TCL et à monsieur le préfet pour des négociations à l'issue desquelles ils ont le ferme espoir d'obtenir satisfaction.

Communiqué
des Unions
départementales
CGT et CFDT
du Rhône